

CENTRE DE DOCUMENTATION
DES ARCHIVES DES ALPES-MARITIMES

TRIMESTRIEL

RECHERCHES RÉGIONALES

(Côte d'Azur et Contrées Limitrophes)

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
5, AVENUE EDITH-CAVELL — NICE

Ce nouveau numéro de RECHERCHES REGIONALES apportera aux lecteurs l'indication de quelques changements. Un nouveau comité de direction se met en place et nous lui souhaitons la bienvenue.

Il y a 18 ans, Madame DEVUN et moi-même, avec le bienveillant appui de Monsieur HILDESHEIMER, avons fondé ce bulletin. Au fil des années son audience a grandi et j'ai la faiblesse de croire que ce fut là une initiative utile. La perte irréparable que nous avons subie en la personne de Madame DEVUN et mon éloignement de Nice rendaient nécessaire un changement d'équipe. J'ajoute que cela était souhaitable par suite des transformations tant des conditions de la recherche que de la situation azurienne.

Mademoiselle CLEYET-MICHAUD, nommée directeur des Archives départementales, désirant continuer l'oeuvre entreprise, le rajeunissement du comité de direction devenait possible. Trois collègues ont accepté de se consacrer à la gestion scientifique du bulletin.

Mademoiselle CARLIN, professeur à la Faculté de droit et sciences économiques de Nice n'a pas besoin d'être présentée, ses travaux sont bien connus.

Monsieur ROGNANT, agrégé de géographie, maître-assistant à la Faculté des Lettres, bientôt docteur ès-lettres, connaît parfaitement les questions azuréennes.

Monsieur SCHOR, agrégé d'histoire, maître-assistant à la Faculté des Lettres, un des plus brillants de mes anciens étudiants, poursuit avec talent des travaux historiques de grande qualité.

Dévoués à l'Université de Nice, spécialistes reconnus dans leur science, ouverts à la pluridisciplinarité, ils forment une équipe à même de poursuivre cette publication, d'accroître son rayonnement et de lui donner une dimension nouvelle.

A n'en point douter, leur succès sera total et sous leur direction RECHERCHES REGIONALES continuera, comme par le passé et mieux encore, à apporter sa contribution à la connaissance de cette exceptionnelle région qu'est la Côte d'Azur.

Etienne DALMASSO

Professeur à l'Université de Paris VII

L'année 1979 est pour *RECHERCHES REGIONALES* une année de transition. La revue vient d'atteindre, après 18 années d'existence, sa *majorité*. Cette permanence discrète et efficace, son rayonnement, sa diffusion, permis par les Archives départementales des Alpes-Maritimes, elle les doit à la fois à l'enthousiasme et à la compétence de ceux qui la forgèrent : M. le professeur Dalmasso et Mme Devun, documentaliste-archiviste, mais aussi au dévouement anonyme de bien d'autres personnes.

Année de transition aussi, puisque la direction effective incombe désormais à une équipe élargie et pluridisciplinaire issue des Archives départementales et de l'Université de Nice. L'une des premières tâches que se fixe cette équipe est d'assurer la pérennité de la revue, et de maintenir le haut niveau d'intérêt et de diffusion; la Côte d'Azur et les régions limitrophes qui constituent une des grandes régions européennes de la civilisation dite *post-industrielle*, demeurent un trop riche laboratoire vivant de recherches en sciences humaines et sociales pour ne pas fournir matière à une revue scientifique riche et diversifiée.

La nouvelle équipe désire s'employer à mieux faire mesurer tout l'intérêt scientifique et humain qu'il y a à connaître, en France et dans le monde, le *modèle azuréen*.

SOMMAIRE

La vie municipale à Grasse pendant la Révolution.

Par Georges CARROT.

P 2

Contribution à une histoire du tourisme et des transformations territoriales : le cas de la Riviera du Ponant.

Par Emanuela DURETO.

P 19

**RECHERCHES
REGIONALES**

Alpes-Maritimes

et

Contrées limitrophes

29^e année

1979 – N° 1 & 2

Janvier - juin

69

**LA VIE MUNICIPALE A
GRASSE PENDANT LA
REVOLUTION
1789 – 1799**

par Georges CARROT^o

^oDocteur 3^e cycle, 59 rue Blaise, 75020 Paris
GRASSE EN 1789.

En 1789, Grasse vivait les mêmes évènements politiques et économiques que les autres communautés de Provence. Bien que située à l'extrémité orientale de la Provence, elle y avait toujours tenu une place importante.

C'était alors une ville de six à sept mille âmes, enserrée de murailles moyenâgeuses et accrochée à un versant rocheux et pentu, au pied des premiers reliefs calcaires des Préalpes. Quatre mille autres personnes, métayers ou ouvriers agricoles, vivaient dans de très nombreux hameaux dispersés sur le terroir, dont deux comportaient église et desservant.

Le pays subsistait surtout grâce à la culture de l'olive qui lui fournissait les ressources nécessaires à l'achat de blé. Les fleurs, très nombreuses dans la campagne et l'arrière-pays immédiat, assuraient depuis peu la matière première d'une petite industrie du parfum qui était sur le point de supplanter les productions plus traditionnelles des cuirs et des peaux.

Le négoce de l'huile, la fabrication de bougies et de savon, le tissage des draps ou des soieries, ainsi que la distillerie des parfums, avaient enrichi une bourgeoisie locale active et avisée. Multipliant sa fortune par de fructueux placements dans le grand commerce maritime et monopolisant l'essentiel des charges juridiques et administratives, cette élite bourgeoise, à la fois rentière du sol, négociante et fabricante, rejoignait au sommet, sans rivalité ni conflit, une noblesse de plus ou moins fraîche date, dont une vingtaine de familles résidaient en ville.

Un système électoral restreint aux soixante personnes les plus allivrées, c'est-à-dire ayant les plus grandes cotes de biens-fonds, leur réservait le gouvernement de la ville. C'est uniquement parmi elles qu'étaient cooptés les consuls et les membres du conseil général de la communauté. Mais le peuple, mi-campagnard, mi-villageois, composé d'agriculteurs, d'ouvriers, d'artisans et de bourgeois, restait soudé à ses dirigeants autant par le poids des institutions que par le sentiment de prendre part à une commune prospérité.

Tout au plus pouvait-on déceler d'éventuelles divergences à propos de la question religieuse et des séquelles de la querelle opposant les jésuites aux jansénistes. Celles-ci avaient d'autant plus d'importance que Grasse était siège épiscopal et comportait de nombreux couvents ainsi que plusieurs établissements d'enseignement ¹.

LES ELECTIONS AUX ETATS GENERAUX.

En janvier 1789, le premier consul de Grasse, François-Joseph Mougins de Roquefort, avocat en parlement, avait représenté la communauté à l'assemblée des Etats de Provence. Ayant affirmé sa solidarité avec le tiers état sur le problème de la double représentation, il s'était retiré le 28 janvier 1789, en même temps que ses collègues, pour marquer son opposition aux prétentions d clergé et de la noblesse. Cette attitude pré révolutionnaire avait reçu, le 3.février 1789, l'approbation du Conseil général de Grasse ².

Quelques semaines plus tard, Mougins de Roquefort était élu député du tiers état pour la sénéchaussée de Grasse³. L'élection s'était faite à plusieurs degrés. Les opérations avaient commencé le 19 mars 1789 par une assemblée des ménagers, paysans-propriétaires et fermiers-, réunis nombreux dans l'église des Dominicains ⁴. Le maire les avait accueillis en les qualifiant de citoyens précieux à l'Etat, classe utile et intéressante. Il s'était attaché à leur faire sentir que l'époque était celle de leur régénération et de leur soulagement. Après avoir désigné

¹ Sur Grasse au XVIIIe siècle, consulter: -Abbé S.MASSA, Histoire de Grasse, Cannes,1878.-Paul SENEQUIER, Notes à la suite de l'inventaire des Archives communales, Grasse,1883. -Roger DUPUY, Grasse, une ville industrielle à la veille de la Révolution. Mémoire de l'Ecole Normale sup. de l'Enseignement technique, 1956.-Hervé de FONTMICHEL, Le pays de Grasse, Paris, 1963.-Emile LLORCA, La vie communale à Grasse dans la première moitié du XVIIIe s. DES., Nice, 1967.

² Arch.mun. Grasse, AA7.

³ Son frère, Boniface, curé de Grasse, fut désigné également, mais comme député du clergé.

⁴ Bibl.mun. Grasse, n°15.262. Le document comporte une centaine de noms avec les professions Bibl.mun. Marseille, n°4717.1, Recueil sur les Etats de Provence.

leurs six représentants à l'assemblée du tiers-état, ceux-ci s'étaient séparés avec effusion et enthousiasme aux cris de "Vive le Roi, vive Necker". Trois jours plus tard, avec 37 autres délégués du tiers, ils adoptaient le programme présenté par Mougins de Roquefort, comportant la convocation régulière des Etats, la suppression de la vénalité des offices, la liberté de chasse et de pêche et "la conservation de tous les privilèges de la ville, y compris le renouvellement de ceux qui auraient pu tomber en désuétude".

A la différence de ce qui s'était passé dans de nombreuses autres villes de Provence, aucun incident n'avait marqué les élections et la rédaction du cahier de doléances. Celui-ci, manifestement préparé dans les salons de la bourgeoisie locale ou de la loge maçonnique, sur un canevas envoyé par les comités, avait été accentuée facilement par le peuple et la moyenne bourgeoisie. Ce calme confirme l'influence incontestable que détenaient alors les élites bourgeoises dans ce pays. Il s'explique aussi par l'efficacité de leur action qui avait jusque là évité à la population laborieuse de subir les conséquences de la grave crise économique qui secouait le royaume et la Provence.

L'hiver 1788-1789 avait pourtant été mauvais. Entre fin décembre et courant janvier la neige et la gelée avaient endommagé les oliviers. On savait que la production d'huile serait médiocre. Les arbres fruitiers n'avaient pas été épargnés, ainsi que les cultures florales. L'industrie du parfum risquait-elle aussi de subir, à la fois, les conséquences d'une baisse de la production et d'une diminution des ventes⁵.

Le 9 janvier 1789, en pleine période de gelée, une centaine de travailleurs des quartiers de Sainte-Anne et de Saint-François, se trouvant sans travail et dans l'impossibilité financière d'acheter du pain, avaient manifesté bruyamment leur mécontentement. Ce tumulte servit d'avertissement. L'approvisionnement en grains avait toujours constitué un dos principal soucis des dirigeants de la communauté. Tant que le pain se trouvait en abondance et à bon marché, le peuple ne risquait pas de se laisser entraîner dans des mouvements séditeux. Pour faire face à la pénurie menaçante une commission des subsistances avait été chargée, dès janvier 1789, de procéder à des achats massifs en Languedoc. La communauté engagea également une partie de son capital et collecta des sommes d'argent⁶ qui lui permirent de verser des indemnités compensatrices aux boulangers⁷. Par ce moyen, elle réussit à faire baisser artificiellement le prix du pain blanc, qui passa de 40 deniers la livre en janvier à 36 deniers 3 sols en avril 1789. Après une légère augmentation à la fin du printemps, il était encore à 36 deniers seulement le 10 juillet 1789. A la même époque, le stock de blé couvrait à peu près la consommation pendant une cinquantaine de jours⁸.

L'EMEUTE DU 1er AOUT 1789 ET LA FORMATION D'UNE MILICE BOURGEOISE.

Grâce à cette prévoyance, la situation était donc assez favorable. La ville était restée calme. Elle n'avait pas été touchée par les mouvements populaires qui avaient désolé au printemps les villes et les villages de la Basse Provence occidentale. Le 14 juillet 1789 n'avait pas soulevé d'écho particulier. Les bourgeois étaient politiquement satisfaits. Le peuple mangeait à sa faim et à bas prix.

Il fallut l'imprudence de certains accapareurs pour réveiller une inquiétude latente. Le pain était taxé à la vente, mais les boulangers achetaient le blé au prix du marché. Pour

⁵ Y.RINAUDO, La Révolution Grasse, Mémoire de maîtrise, Nice, 1958,p.21 à 24. R. DUPUY, op.cit.,pp.62 à 65.

⁶ Arch.munic. Grasse, BB37, p.332, 2 avril 1789. L'évêque donne 3000 livres "pour adoucir le situation du peuple", ajoutant ainsi "un nouveau lustre à sentiments patriotiques et à ses vertus".

⁷ R- DUPUY, op.cit., p.65.

⁸ Arch. mun. Grasse, BB37. La consommation journalière était estimée à une, . livre de pain par tête.

monopoliser sa détention et le vendre au prix fort, quelques agioteurs locaux avaient entrepris d'acquérir et de stocker tous les grains disponibles, afin de les revendre ultérieurement avec bénéfice⁹. Ces abus créaient une pénurie factice qui n'était pas sans obséder la population.

A la fin du mois de juillet, les marchands de blé avaient déjà vendu toutes leurs réserves aux spéculateurs. Ils se trouvaient donc beaucoup moins nombreux qu'à l'accoutumée sur le marché aux grains. Le vendredi 31 juillet 1789, la population constatait avec colère que la place aux Aires se trouvait désertée par une partie de ses marchands habituels. Cela fut interprété dans les circonstances difficiles que traversait le pays, comme un signe dangereux. Le bruit courut que le pain allait manquer. Le samedi matin 1^{er} août, des groupes bruyants se formèrent dans la ville. Ils se renforcèrent progressivement d'une "populace" qui devenait "toujours plus nombreuse et plus furieuse".¹⁰

Plusieurs meneurs prétendirent-ils que du blé était entreposé dans des maisons de campagne? Quelques bourgeois connus pour leurs idées avancées prirent-ils la tête du mouvement? D'autres bourgeois se dévouèrent-ils pour écarter les émeutiers du centre de la ville? Quoi qu'il en soit, un cortège se forma, qui se répandit dans la campagne à la recherche des stocks de blé. Le peuple était-il mal renseigné, ou fut-il égaré sciemment? Les recherches n'aboutirent pas. Mais lorsque les émeutiers regagnèrent la ville, bredouilles et fatigués par une marche épuisante sous le lourd soleil d'août, ils se trouvèrent face à face avec une troupe de bourgeois en armes.

Pendant leur courte absence, les responsables de la communauté, qui ne disposaient d'aucune force à opposer à la masse populaire, s'étaient mis en état de défense. Ils avaient reçu quelques jours auparavant la circulaire du 25 juillet 1789 par laquelle les commissaires des communes de Provence, en correspondance avec les députés aux Etats généraux, les encourageaient à créer des milices bourgeoises. En la circonstance, cette institution leur sembla particulièrement utile. A trois heures de l'après-midi, l'avocat François Gasq, deuxième conseiller et procureur du Roi es-qualités¹¹, réunit le bureau de police et fit incontinent décider la création d'une garde bourgeoise. Accessoirement, le bureau prit un décret de prise de corps contre deux habitants de la ville, suspects d'avoir trafiqué sur les blés. Il augmenta également le nombre des intendants de police chargés de veiller au bon ordre.

La foule, maintenue par la nouvelle milice citoyenne qui venait de se former et de s'armer en quelques heures, se déclara bon gré mal gré satisfaite. La nouvelle de l'arrestation de deux affameurs apaisait sa colère. La promesse faite par l'évêque et le chapitre de verser dans le grenier de la communauté tout le blé qui était entre leurs mains, allait dans le même sens, tout en rassurant les esprits. L'engagement de prendre des mesures propres à rétablir l'abondance sur le marché, joint à la menace des armes, eut pour effet de ramener définitivement le calme.

LA GRANDE PEUR A GRASSE (3 AOUT 1789)

Grasse disposait maintenant d'une garde bourgeoise. Elle s'était organisée uniquement pour faire face à une émeute frumentaire. C'était une situation assez originale en comparaison des milices citoyennes de Marseille, d'Aix et de Toulon, dont la formation avait été liée à des mouvements d'ordre politique ou à des soulèvements anti-fiscaux. De même, beaucoup

⁹ Arch. mun. Grasse, FF43. Le Conseil de la communauté reconnut la véracité de ces accusations dans sa séance du 31 juillet 1789.

¹⁰ Le récit de ces événements est tiré de plusieurs documents des archives municipales de Grasse : FF 43, p.v. des 31 juillet et 1^{er} août; RB 379 p.v. des 3 et 31 août 1789.

¹¹ En l'absence de Durand de Sartoux, premier conseiller.

d'autres villes provençales comme Cannes, Vence, Saint-Paul, Saint-Laurent, ne levèrent des gardes nationales qu'au moment de la Grande Peur et uniquement sous la poussée de celle-ci.

Ce ne fut pas le cas à Grasse où ce phénomène de terreur collective fut connu nettement après la prise d'armes. La panique, née à Pont-d'Ain vers le 25 juillet, s'était propagée par Gan, Sisteron et Digne. Elle n'était parvenue que le 31 au soir à Castellane¹². Dans une lettre adressée ce même 31 juillet aux commissaires des communes, les consuls de Grasse n'y faisaient encore aucune allusion¹³

Il semble bien que la nouvelle d'une irruption prochaine de 4 à 5000 brigands ne soit arrivée à Grasse que vers le 2 août au soir ou dans la journée du 3 août¹⁴. Le conseil délibéra le 3. Le danger devait paraître si peu pressant qu'on ne jugea même pas utile de fermer les entrées de la ville, qui n'étaient d'ailleurs pas munies de portes de bois et encore moins de serrures. Le 4 août, le commandant de la place d'Antibes confirmait qu'il n'y avait aucun péril et recommandait "de faire rentrer tout le monde chez lui".

Conformément aux instructions que leur avaient transmises les commissaires des communes, les dirigeants grassois non seulement ne licencièrent pas leur milice mais lui donnèrent au contraire des assises définitives, sous forme d'une ordonnance portant règlement pour la garde bourgeoise¹⁵. Cette organisation para-militaire, qui regroupait tous les habitants âgés de 16 à 66 ans capables de porter les armes, devint bientôt le prétexte à des joutes électorales et à des luttes d'influence préludant à l'installation des nouvelles municipalités.

LA PREMIERE ELECTION MUNICIPALE EN FEVRIER 1790

Le conseil général de la communauté avait été formé le 25 octobre 1789 selon les anciens usages à base de présentation, d'approbation, de ballottage et de tirage au sort¹⁶. François-André Isnard, avocat, avait été nommé premier consul Honoré Courues, négociant, et Joseph Mottet, bourgeois, deuxième et troisième consuls. Avant même leur entrée en fonctions, une ordonnance du roi avait demandé de surseoir à l'installation des administrations qui auraient pu être nouvellement nommées¹⁷.

La loi du 14 décembre 1789 venait, en effet, de supprimer toutes les communautés pour les remplacer par des municipalités organisées et élues de la même manière dans toute l'étendue du royaume. Avec ses 11.756 habitants¹⁸ Grasse devait être administrée par un corps de 12 membres, complété par 24 notables, formant ensemble le (conseil général de la commune. Le maire en était le chef. Un procureur, assisté d'un substitut, était chargé de poursuivre les affaires de la communauté et d'en défendre les intérêts. Tous devaient être désignés par les citoyens résidant depuis plus d'un an et payant une contribution directe de la valeur de trois journées de travail. Les élections avaient été fixées au dimanche 7 février 1790 pour les 2.615 citoyens actifs¹⁹. Répartis en trois sections, ils se réunirent à l'Oratoire, aux Dominicains et aux Cordeliers. Le nouveau conseil général s'assembla le 20 février 1790. Pierre Antoine Cresp, bourgeois, fut élu maire. Son bureau était composé de trois négociants. François-André Isnard et Jean-François Ricord, tous deux avocats, occupaient respectivement les postes de procureur-syndic et de substitut²⁰. Il s'agissait d'une municipalité formée en

¹² Georges LEFEBVRE, La grande peur de 1789, Paris, 1932, pp.212 à 215.

¹³ Arch.Dép.Bouches-du-Rhône, C. 1380, p.217.

¹⁴ Arch.municip. GrasseFF 28.

¹⁵ Arch. municip. Grasse, H 28.

¹⁶ Arch.municip. Grasse, BB 37, p.470.

¹⁷ Arch. municip. Grasse, BB 37, p.526.

¹⁸ Arch. municip. Grasse, BB 37, p.148

¹⁹ Arch. municip. Grasse, D 11. Lettre du 10 novembre 1790 au directoire du District.

²⁰ Arch. municip. Grasse, délit., 20 février 1790, p.1 à 6.

totalité par des représentants de la bourgeoisie, tous unis par la conjonction des intérêts et la force des traditions administratives.

LA SITUATION POLITIQUE A GRASSE EN 1790 ET 1791.

Mais les opinions allaient s'opposer principalement sur la Constitution civile du clergé, qui avait été adoptée le 12 juillet 1790 par l'Assemblée constituante, avec d'ailleurs le vote favorable des deux députés de Grasse. Le substitut Ricord, dont les sentiments anti-religieux étaient notoires²¹ se montrait tout à fait décidé à ce qu'elle reçût une application intégrale.

Entre temps était intervenue la division de la France en quatre vingt trois départements. Grasse faisait partie du département du Var. Malgré des démarches très actives auprès de Mirabeau et en dépit des efforts de Mougins-Roquefort, la ville n'avait pas réussi à se faire reconnaître comme chef-lieu²². C'est à Toulon que fut fixé, par décret du 4 septembre 1790, le siège de l'administration départementale. Grasse n'était que le centre de l'un des neuf districts du département²³. Son directoire s'installa dans la maison de l'oratoire le 24 août 1790. Bien qu'ayant été choisi par les seuls citoyens aisés, il se composait d'hommes généralement acquis aux idées révolutionnaires.

Toutes ces innovations administratives, qui troublaient les habitants, durent créer un certain malaise. A la fin du mois de septembre 1790, le parlement d'Aix cessa ses audiences. Le 1^{er} octobre 1790, l'évêché de Grasse était supprimé et les objets du culte séquestrés. L'évêque protesta vigoureusement dans une lettre pastorale lue au prône le 14 novembre²⁴.

Ce même 14 novembre 1790 était le jour choisi pour les premières élections municipales partielles. De nombreux conseillers, dont le maire P.A. Cresp ainsi que le procureur F.A. Isnard, avaient démissionné. Leur remplacement s'avérait difficile²⁵. Le scrutin, qui eut lieu dans une ambiance passionnée, vit l'élection d'un maire modéré, Jean-Paul-Louis de Théas-Sully, ancien capitaine d'infanterie et chevalier de Saint-Louis. L'avocat Claude Aubin était élu procureur. Le bureau comprenait en outre J.F. Girard, négociant, P. Girard cadet et A.J. Robert de Robert, ci-devant d'Escagnolles.

Cette municipalité eut immédiatement à faire face à de nombreuses difficultés. La discorde était dans les esprits. Elle se manifestait aussi bien sur la place publique qu'a l'intérieur du Conseil. L'administration du district dont les idées étaient beaucoup plus avancées que celles de l'administration municipale, amplifiait les discordances et multipliait les difficultés. Tant et si bien que le 9 juin 1791, le directoire du département du Var, arguant de quelques irrégularités mineures relevées au cours des élections de novembre 1790, les déclara nulles et les cassa²⁶.

LA MUNICIPALITE PIERRE GIRARD DE JUIN A NOVEMBRE 1791.

Les élections du 19 juin 1791 portèrent à l'hôtel de ville une municipalité encore très hétérogène, mais fortement marquée par la personnalité de son maire, Pierre Girard cadet²⁷. Celui-ci était un membre très actif du club des patriotes, fondé au début de l'année 1791 par

²¹ Voir Arch.mun. Grasse, délib.,16 et 20 août 1790.Affaire de l'encens dans les églises.

²² Arch. mun. Grasse, BB 37,p.518 et délib.25 août 1790, p.95.

²³ E.POUPE, Le département du Var, 1790-an VIII, Cannes, 1933,p.13 et 490.

²⁴ Y. RINAUDO, op.cit., p.45. C. BIADCHI, L'application de la Constitution civile du clergé dans l'ancien diocèse de Grasse, Annales Soc.Litt.Cannes, tome 14, p.97 à 108.

²⁵ Arch. mun. Grasse, délib., 12 novembre 1790,pp.226 à 241.

²⁶ Arch. mun. Grasse, délib., 11 juin 1791,p.372.

²⁷ Pierre Girard né en 1758 suicide 1811 fils de Louis Girard

J.F. Ricord²⁸. Organisé sur le modèle des Jacobins auxquels il s'affiliera, ce club formait alors l'aile agissante et extrémiste des républicains grasseois. Ses membres s'étaient séparés de la Société des amis de la Constitution, créée en 1789 par Mougins-Roquefort, pour marquer leur désaccord avec la majorité libérale sur le problème religieux.

L'application de la Constitution civile du Clergé divisait plus que jamais l'opinion et conditionnait toute la politique locale. Malgré l'interdiction de leur évêque, la plupart des prêtres de l'ancien diocèse s'étaient soumis à la législation et avaient juré fidélité à la Nation²⁹. Les premiers biens ecclésiastiques furent mis en vente dont Profitèrent aussitôt nombre de grands bourgeois et négociants de la ville³⁰. Le 12 avril 1791, l'évêque constitutionnel du Var, Rigouard, avait été élu par 420 électeurs du département réunis à Toulon. Mgr de Prunières, en butte à une instance judiciaire, résigné à émigrer en juin 1791 avec quinze de ses collaborateurs³¹. Des ecclésiastiques, qui avaient prêté le serment, en tirèrent prétexte pour se rétracter. Une partie de la population prit plus ou moins ouvertement leur cause, tandis que le club, avec l'appui de la municipalité, veillait à se constituer une clientèle et développait sa propagande anti-religieuse.

Cette situation, dont tous sentaient le caractère précaire et transitoire, se dénoua dans la violence au moment même où se célébrait le deuxième anniversaire de la Fédération. Le 14 juillet 1791, une messe solennelle avait été célébrée à la cathédrale. Le maire Girard avait ensuite prononcé sur le cours, un discours glorifiant "le triomphe de la République". Alors que la fête battait son plein, marquée par des danses, des jeux et des farandoles, une bande d'exaltés se porta vers la demeure toute proche de l'ancien maire Théas Sulli. Après avoir invectivé et menacé celui-ci, elle se dirigea vers l'hôtel du sieur Pontèves qu'elle saccagea³².

L'ordre fut très vite rétabli, sans la Garde nationale, mais grâce à l'intervention d'un détachement de l'armée de ligne. L'évènement montrait cependant, pour la première fois à Grasse, que des groupes populaires convenablement endoctrinés étaient susceptibles de peser sur la vie politique de la cité. Une partie de la bourgeoisie, qui s'était jusque-là prêtée docilement au processus révolutionnaire et qui venait d'en récolter les premiers résultats sous la forme d'achats de biens nationaux, y trouva quelques motifs d'inquiétude. Elle s'efforcera désormais de résister prudemment, mais non sans résolution, à la puissance grandissante des membres bourgeois du club et de ses alliés tirés du peuple.

Elle fit élire à l'Assemblée législative, en septembre 1791, François Roubaud, médecin, et Maximin Isnard, négociant³³. Elle porta également l'ex-constituant Mougins-Roquefort à la présidence du directoire du district. Le 25 novembre 1791 se formait à Grasse

²⁸ P. SENEQUIER, *La terreur à Grasse*, 1894, pp.13 et 14. Ses membres siégeaient d'abord chez le médecin Rossignol, beau-frère de Ricord, dans un jardin comportant un figuier, d'où leur nom de membres de la figuière ou de patriotes du figuier. En 1793, il se transforma en Société populaire et siégea dans l'église des Oratoriens. Arch.dép. Alpes-Mmes, L 513, p.64.

²⁹ C. BIANQUI, *op.cit.* p.101 à 107.

³⁰ A. COIFFARD, *La vente des biens nationaux dans le district de Grasse*, Paris 1973, pp.49 à 60. Y. RINAUDO, *op.cit.*, pp.55 à 67. 30. Les premières ventes eurent lieu en janvier 1791. Elles portèrent, pendant l'année 1791, sur 286.275 livres. Peu d'acquéreurs n'étaient pas des bourgeois. La municipalité acquit la maison épiscopale pour 30.100 livres, mais elle n'en paiera que 10.000 (Arch.mun. Grasse, D.10) .

³¹ Il se retire à Nice, puis en Piémont. Il revint à Marseille en 1797 et mourut en 1799.

³² Y. RINAUDO, *op.cit.*, pp.63 et 64. J.PH.LATIL, *Histoire civile et religieuse de Grasse pendant la Révolution*, 1906, p.221. Pontèves était en litige avec la population pour avoir construit un mur qui empiétait sur le domaine public.

³³ E.POUPE, *L'élection des Députés du Var de l'Assemblée législative au Cons. des Cinq Cents*, Bul.Soc.S.Arch. Draguignan, tome 23, 1900,p.471. Maximin Isnard, né le 27 fév.1758, était le fils de Maximin Isnard, riche négociant en cuirs, huiles et parfums. Membre de l'Ass.légis. et de la Convention, il y fut l'un des chefs des Girondins. Surnommé "le Danton de la Gironde", il vota 1 mort du roi. Proscrit comme fédéraliste, puis revenu après Thermidor, il siégea à Cinq Cents. Il abandonna toute activité sous l'Empire et exerça à Grasse les fonctions lucratives de receveur particulier des Finances. Il ne fut pas poursuivi par la Restauration, comme les autres régicides, et mourut à Grasse en 1825.

la Société des vrais Citoyens artistes, dont la teinte modérée était destinée à s'opposer à l'extrémisme du club des patriotes.³⁴

LA MUNICIPALITE J.F.RICORD (novembre 1791 à septembre 1792).

Les opposants ne purent toutefois empêcher l'élection de Jean-François Ricord, fondateur de ce club, qui devint maire de Grasse le 5 novembre 1791 et membre du Conseil général du département³⁵. Appliquant la politique du parti avancé, il ne manqua pas de faire rebondir le conflit religieux qui partageait toujours la population grassoise en deux groupes de plus en plus tranchés.

Une nouvelle crise s'ouvrit en mars 1792 à la suite d'un mandement rédigé par les deux curés constitutionnels de Grasse et visant à limiter l'activité des prêtres insermentés. La riposte vint sous la forme d'une pétition portant 141 signatures en faveur de la liberté religieuse. Le district refusa de la prendre en considération. Le 10 avril 1792, une foule s'assembla sur la place du Cours et exprima bruyamment son mécontentement. Le lendemain, les patriotes ripostaient par une manifestation semblable. Ils avaient l'appui implicite de la commune dont le procureur entreprit aussitôt des poursuites pénales à l'encontre des pétitionnaires. Beaucoup d'entre eux s'empressèrent de récuser leur signature³⁶. Quelques autres prirent des dispositions pour quitter une cité dans laquelle ils ne se sentaient plus en sécurité. Une trentaine de bourgeois et de nobles émigrèrent entre avril et juillet 1792, laissant ainsi le champ libre aux partisans de la révolution. Ceux-ci se montraient d'autant plus actifs que le détachement militaire qui occupait la ville avait reçu, le 18 avril 1792, l'ordre de rejoindre l'armée³⁷.

La guerre étrangère, dont la menace planait depuis juin 1791, avait finalement été déclarée par la France en avril 1792. Elle se doublait d'une crise monétaire causée par la dépréciation énorme des assignats pour ne pas être payées en monnaie de papier, les marchandises de première nécessité, déjà rendues plus rares par suite de la mauvaise récolte et des réquisitions militaires, n'apparaissaient plus sur les marchés. La ville vivait donc dans une atmosphère tendue quand furent connues, au cours de l'été; 1792, la proclamation de "La Patrie en danger" et l'annonce de la suspension du Roi.

LA MUNICIPALITE COURT-GALLIMARD ET LES DIFFICULTES ÉCONOMIQUES (1793)

Il fallut élire une Convention nationale. L'assemblée électorale du Var qui s'ouvrit à Grasse le 2 septembre 1792 dans l'église des Dominicains désigne deux représentants grassois: le maire J.F. Ricord qui s'inscrira aux Jacobins et l'ex-législateur Maximin Isnard qui siègera avec les Girondins. Depuis l'éviction des tenants de la tradition religieuse, Grasse se partageait entre républicains modérés et extrémistes. La municipalité fut renouvelée le 9 décembre 1792. Bien que le scrutin ait eu lieu pour la première fois au suffrage universel, Court-Gallimard, grand bourgeois anobli³⁸, succéda à Ricord à la tête d'une municipalité teintée d'un certain modérantisme.

³⁴ Arch.munic. Grasse, 12 et I 8.

³⁵ Arch.munic. Grasse, délib. 5 nov. 1791, pp 498 à 519. Jean-François Ricord, né en 1759, avocat, fut arrêté en prairial an III et impliqué dans la conspiration de Babeuf. On le retrouve commissaire général de police à Bayonne en 1814. Poursuivi comme régicide, il mourut hors de France en 1820.

³⁶ Arch. munic. Grasse, I 19. Contient les interrogatoires minutieux des pétitionnaires.

³⁷ Arch. munic. Grasse, délib. 18 avril 1792, pp.639 à 647. Arch. départ. des Alpes-Mmes L.553.

³⁸ Marie-Antoine Honoré Court d'Esclapon, dit Gallimard (ou Galimard), du nom de son épouse, fille de Louis

La situation était désormais dominée par la guerre. La conquête de Nice en septembre 1792, avait éloigné Grasse de la zone immédiate des combats. Mais l'entrée en guerre de l'Angleterre, en février 1793, plaçait la côte sous la menace des flottes ennemies. La défense acharnée, opposée par les Austro-Sardes, maintenait à Nice une importante armée dont le pays grassois constituait à la fois un arrière immédiat toujours menacé ainsi qu'une source indispensable de ravitaillement. Le passage et le séjour de nombreuses troupes que la municipalité, en l'absence d'une administration étapière toujours défaillante était requise d'héberger et de nourrir, causaient des brèche de plus en plus larges dans les finances locales. Non seulement la commune ne pouvait pas rentrer dans ses fonds, mais les fournitures de vivres étaient prises sur les maigres ressources des Grassois dont une partie, venant par mer, se trouvait à la merci des navires anglais.

L'armée d'Italie drainait vers elle une grande part des approvisionnements, amenant ainsi une diminution de l'offre. Le prix maximum imposé par la loi, à partir de septembre 1793, ne correspondait évidemment pas au prix du marché³⁹. La marchandise, déjà rare, avait tendance à se dérober pour être vendue à des prix plus rémunérateurs. La municipalité faisait de gros efforts pour assurer, coûte que coûte, l'approvisionnement de la population. Un comité des subsistances multipliait les démarches auprès des autorités départementales et tentait de faire face à la pénurie. En prairial an II (juin 1794), la ration journalière de pain était descendue à une demi-livre⁴⁰, causant ainsi de grandes souffrances au petit peuple.

Tout ceci se passait malheureusement dans une conjoncture économique défavorable. La récolte des olives avait subi les conséquences des hivers désastreux de 1790 et de 1791. Les huiles et les savons, qui constituaient les principales ressources du pays, ne se vendaient plus à l'extérieur par suite du blocus anglais. Pour la même raison, l'industrie de la tannerie ne recevait pas les produits indispensables qui lui venaient habituellement du Levant. Enfin, la parfumerie qui n'avait plus de clientèle pour ses produits de luxe traversait une période de crise⁴¹.

LA TERREUR A GRASSE (1793-1794)

Ce fut paradoxalement l'incertitude politique de ces années troublées qui permit d'établir une dictature révolutionnaire, donnant à l'administration l'autorité suffisante pour faire face à la pénurie et imposer les solutions indispensables.

Les difficultés politiques et économiques s'amoncelaient. La guerre étrangère compliquait tout. L'antagonisme entre Girondins et Montagnards provoqua, à partir de 1793, un grave soulèvement provincial, Marseille d'abord, puis Draguignan, Toulon, Barjols et Fréjus entrèrent dans le mouvement sectionnaire et fédératif d'inspiration anti-montagnarde. Beaucoup de Grassois étaient prêts à les suivre⁴². Mais la ville se sentait trop proche de Nice, résidence des Conventionnels en mission. Elle hésitait à se joindre aux insurgés. Le succès de la révolte à Toulon, en juillet 1793, et sa transformation en conflit armé contre la Convention, durcirent la réaction montagnarde. Les représentants Barras et Fréron décidèrent le transfert à Grasse de l'administration départementale chassée du chef-lieu.

Gallimard seigneur de Seranon, ancien maire et consul de Grasse. Il était le frère aîné de Joseph Court de Fontmichel né en 1756. Il mourut à Grasse en novembre 1801. Il faisait partie des soixante plus allivrés.

³⁹ Arch. munic. Grasse, délib., 19 septembre 1793, p.639; 8 octobre 1793, P.9.

⁴⁰ Arch.départem. Alpes-Maritimes, L 516. Lettre du 30 prairial an II. 41.

⁴¹ Arch. munic. Grasse, délib 27 brumaire an II p 169

⁴² E.POUPE, Le département du Var,1790-an VIII.Cannes 1933,pp.248 . 254. Le maire de Draguignan écrivit au maire de Grasse, le 11 juin 1793,pour l'inviter à l'imiter et à autoriser l'ouverture et la permanence des sections (Arch. départ.des Alpes-maritimes,L.510,p.21,26 juin 1793).

Dès lors Grasse devenait, de plus ou moins bon grés, le centre de l'action terroriste dans le Sud-Est. Un comité de sûreté y avait déjà été établi en avril 1793 pour surveiller les malveillants et arrêter leurs vues criminelles⁴³. Il s'était transformé en Comité de Surveillance et de Salut public au mois de mai 1793. Son action fut d'abord limitée à l'établissement de listes de suspects et à l'arrestation de quelques adversaires notoires que l'on jetait dans des prisons insuffisantes et insalubres.

En octobre 1793, l'ancien maire Jean-François Ricord et le frère de Robespierre, tous deux conventionnels, arrivèrent à Grasse. Ils requirent aussitôt le Comité d'avoir à intensifier son activité. Ce fut le début d'une grande épuration que n'arrêta même pas en décembre 1793 la nouvelle de la reprise de Toulon. Une cinquantaine d'anciens membres de la société des Artistes furent déclarés suspects et arrêtés en même temps que d'autres opposants politiques⁴⁴. Ceux qui pouvaient s'enfuir prirent à leur tour le chemin de l'émigration. Au total, 118 personnes quittèrent Grasse clandestinement⁴⁵.

Les suspects arrêtés devaient être jugés par un Tribunal départemental criminel créé à Grasse le 8 septembre 1793 et inauguré le 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793) dans l'église des Dominicains. Sa première session commence le 15 brumaire (5 novembre 1793) et le premier condamné ne fut pas un aristocrate mais un cordonnier grassois dénommé Honoré Trabaud. Agé de 50 ans, il avait émigré après avoir signé une pétition sur la liberté religieuse et il s'était fait arrêter par la gendarmerie au début du mois d'octobre. La guillotine, arrivée à Grasse la veille de la session, avait été installée sur la place du Claveau. Trabaud y fut exécuté le 17 frimaire, à 3 heures du matin, devant un public clairsemé. Ce fut en fait le seul habitant de Grasse qui ait été condamné à subir la peine capitale dans sa ville natale. Le Tribunal révolutionnaire ne jugea d'ailleurs qu'un total de 189 personnes, dont 10 femmes, et il ne prononça que 18 condamnations à mort suivies d'exécutions⁴⁶. Lorsque le tribunal cessa son activité, en avril 1794, la suite de la loi des 27 et 28 germinal an II supprimant les tribunaux révolutionnaires des départements au profit de celui de Paris, il restait encore dans les prisons de Grasse 78 contre-révolutionnaires en instance de jugement qui furent conduits à Paris.⁴⁷

Pendant toute cette période difficile pour beaucoup, la vente des biens nationaux appartenant aux émigrés fit la fortune de ceux qui étaient restés⁴⁸. Après avoir acquis les biens ecclésiastiques; les bourgeois aisés, dont beaucoup appartenaient à l'ancienne ploutocratie, ne dédaignèrent pas de profiter des bonnes affaires qui se présentaient⁴⁹. Tous n'étaient pas pour autant attachés au système terroriste. Beaucoup étaient surtout guidés par la crainte. Pour survivre en cette époque difficile, ils n'hésitaient pas trop à apporter leur caution aux représentants du Gouvernement et aux Jacobins. Par leur présence et leur maintien dans les postes de commande de la municipalité, ils assuraient un relais administratif indispensable entre le club et le comité révolutionnaire d'une part, la population d'autre part. C'est ainsi qu'ils firent voter la constitution montagnarde, le jeudi 1^{er} août 1793⁵⁰. Ils célébrèrent par un

⁴³ Arch.mun. Grasse, délib.,7 avril 1793,p.392. Par application de la loi 21 mars 1793.

⁴⁴ J.COMBET, Les comités de surveillance du district de Grasse, A.H.R.F.,1909: pp.17 à 22.Arch.départ.Alpes-mes, L.921,pp. 4 à 69.

⁴⁵ L.HONORE, L'émigration dans le Var,1789-1815 ,Bul.Soc.Sc.Arch .Draguignan tome 38 1930

⁴⁶ Arch.dép.Alpes-Mmes L 513,; L 514,L 520

⁴⁷ E.POUPE, Le Tribunal révolutionnaire du Var, Bul.Soc.Sc.Arch., Draguignan,T.28 1910. Ils quittèrent Grasse en quatre convois qui arrivèrent à Paris après la chute de Robespierre. Parmi ceux-ci se trouvait &Joseph Mougins-Roquefort, mis en arrestation par arrêté de Ricord et de Robespierre 16 ventôse an II (6 mars 1794).

⁴⁸ Arch.dép.Alpes-Mmes L 514,p.44; L 513,p.62

⁴⁹ Y.RIUAITDO,oP.cit., P.124 à 128. M.AGULHON, La vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution/P.346. Sur 115 lots de deuxième origine en l'an II, 97 ont été acquis par des bourgeois,8 par des parents d'expropriés,4 par des muletiers et 2 par des agriculteurs. Ceci est confirmé par A.COIFFARD, ap.cit.,p.94,qui note que 25% des acquéreurs ont enlevé 75% du total des lots.

⁵⁰ Arch.munic. Grasse, délib..1^{er} août 1793.p.577 et 584 Il y eut 245 voix favorables.

feu de joie l'entrée des troupes républicaines. Port-la-Montagne, ex-Toulon, le 20 nivôse an II (9 janvier 1794)⁵¹.

Ils se prêtèrent généralement et docilement à toutes les mesures de contrainte économique, religieuse ou politique demandées par le club des Patriotes.

Ce club, provisoirement tout puissant, vécut pendant les premiers mois de 1794 ses plus belles heures. Son fondateur, J.F.Ricord, devenu conventionnel et représentant en mission, lui rendit visite le 13 février et présida sa séance. Il profita de son passage dans sa ville natale pour procéder à l'épuration de l'administration municipale jugée trop modérée. Le maire Court-Gallimard dut cesser ses fonctions le 1er ventôse an II (19 février 1794). Il fut remplacé par un autre bourgeois fortuné de 54 ans, Marc Henri Cresp. Des onze officiers municipaux un seul, Guillaume Conte, resta en charge⁵².

Entraînée par le club et le district, la nouvelle municipalité reprit de plus belle la politique anti-religieuse que l'ancienne mairie avait très légèrement ralentie. Le culte catholique se célébrait encore librement dans les églises. Il fut interdit malgré les réticences d'une grande partie de la population modeste qui tenait à sa religion et à ses formes extérieures⁵³. On décida également que la cathédrale, fermée au culte, serait dorénavant dédiée à l'Être Suprême et réservée pour le service des fêtes décadaires⁵⁴.

LA REACTION THERMIDORIENNE (juillet 1791- octobre 1795)

Ricord poursuivait son action anti-catholique. Il voulait notamment obliger les commerçants à ouvrir "les jours ci-devant dimanches", lorsqu'il fut rappelé à Paris, le 25 thermidor (12 août 1794). La mort de Robespierre survenue le 10 thermidor marquait la fin d'une phase importante dans l'histoire de la Révolution. La municipalité de Grasse accepta ce changement sans enthousiasme mais sans montrer un déplaisir apparent.

La population avait deviné que l'élimination de Robespierre signifiait la fin de la Terreur. Thermidor sous-entendait aussi le retour insensible mais rapide de la contre-révolution. Les prisons s'ouvrirent de plus en plus largement pour se refermer aussitôt sur les ex-terroristes⁵⁵. Le 21 brumaire an III (il novembre 1794), les représentants du peuple, Auguis et Serres, nommèrent une nouvelle municipalité. Le maire était remplacé par un président élu à la majorité. Ce poste sera occupé d'abord par Courmes-Chautard, puis, le 29 germinal an III (19 avril 1795), par l'ancien maire Court-Gallimard⁵⁶.

Les problèmes n'étaient pas résolus pour autant. La guerre étrangère s'enlisait. L'impulsion terroriste disparue ainsi que la peur qu'elle entretenait, disparaissait aussi un des ressorts essentiels de l'activité économique. Au printemps de l'année 1795, la situation de la ville quant aux subsistances était assez désespérée. Le pain monta jusqu'à 40 sols la livre⁵⁷. Les réquisitions étaient toujours plus nombreuses et plus lourdes. Pour comble de malheur, Grasse était touchée par une maladie épidémique liée sans doute à la présence de nombreux hôpitaux militaires.⁵⁸

⁵¹ Arch. munic. Grasse, 20 nivôse an II, délib.,p.244,

⁵² Arch.mun.Grasse, délib., 1er vent. an II, p227. Cette épuration avait été ordonnée par la loi du 14 frimaire an II.

⁵³ Arch.départ. Alpes-Mmes, L 515,p.22.

⁵⁴ . Arch. Munic. Grasse, I 3. Y. RINAUDO, on.cit.,p. 144. Elle fut finalement transformée en magasin à fourrages en juin 17914. Elle prit feu le 5 septembre 1795 et brûla pendant trois jours.

⁵⁵ Arch.départ. Alpes-Mixes, L 122,p.14.

⁵⁶ Arch.mun. Grasse, délib., 21 brumaire an III,p.401,;arrêtés,n°40, 29 germinal an III,p.207.

⁵⁷ Arch.mun. Grasse, D 12 -Lettre du 29 floréal an III. Arch.départ. Alpes-Mmes, L 524,p.25-

⁵⁸ Arrêtés,n°40, 21 nivôse an III,p.163, 13 ventôse an III, p188

Les Montagnards tentèrent de profiter de cette conjoncture qui devait leur donner l'appui des masses populaires. A Toulon, des incidents avaient éclaté à la fin du mois de janvier 1795. Ils s'amplifièrent pour aboutir, en mai-juin, à une révolte ouverte et armée qui se conclut par 52 condamnations à mort. Grasse, traditionnellement modérée, était restée plus calme. Les opposants jacobins se signalèrent seulement en février par des manifestations verbales, des cris et des chansons⁵⁹. Le 17 germinal (6 avril 1795), des placards séditeux apparurent sur l'autel de la Patrie et dans la ville, portant les inscriptions suivantes:

Guerre aux modérés. Vive la montagne. Peuple ouvre les yeux,, on assassine tes amis.

S'y ajoutaient des menaces de mort envers plusieurs citoyens. La municipalité ouvrit une enquête et demanda l'aide de Beffroy, nouveau représentant en mission. Celui-ci fit mettre la ville en état de siège et chargea, le 27 germinal (16 avril 1795), le commandant de la place d'arrêter les terroristes les plus connus⁶⁰.

Cette politique ouvertement anti-jacobine ne pouvait qu'encourager les victimes de la Révolution à réapparaître et à ressaisir une influence qui leur avait écharpé. Le rétablissement du culte à la suite du décret du 3 ventôse an III (21 février 1795) détermina le retour d'un grand nombre de prêtres. Un parti ouvertement contre-révolutionnaire s'organisait. Après avoir été le point d'appui du combat terroriste, Grasse eut très vite la réputation d'une ville où le royalisme triomphait. A Paris, le conventionnel Fréron fit mine de s'en inquiéter et prononça à la tribune, le 19 fructidor an III (5 septembre 1795), un discours qui fut imprimé au Moniteur⁶¹. Il prétendait, à tort selon la municipalité qui s'en scandalisa, que le curé avait réclamé amende honorable aux citoyens de leur attitude pendant la Terreur. Il assurait que les cloches de Grasse sonnaient le tocsin de la contre-révolution et qu'un habitant avait péri sous les cours des monarchistes pour avoir refusé de rendre un domaine d'émigré.

LE RETOUR AUX PRINCIPES REVOLUTIONNAIRES (octobre 1795-mars 1797).

La Convention nationale se décida à son tour à frapper ce mouvement d réaction qui pouvait être dangereux et qui déboucha effectivement sur la révolte parisienne du 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795). Avant même cette journée d'émeute, elle fit promulguer, le 5e jour complémentaire de l'an III (25 septembre 1795), une loi excluant les parents d'émigrés de tous les postes officiels. Cette disposition concernait un grand nombre de notables grassois. Parmi eux figurait le maire Court-Gallimard qui démissionna le 12 vendémiaire (4 octobre 1795)⁶². Il fut remplacé par Jean Seytres⁶³.

Ce retour aux principes révolutionnaires coïncidait avec la mise en place des institutions prévues par la nouvelle Constitution, dite de l'an III. Les assemblées primaires furent convoquées en brumaire an IV (novembre 1795), dans un contexte économique difficile, pour élire une nouvelle municipalité compétente à l'échelle du canton. Le pain était rare et cher. Le manque d'argent réduisait le commerce à la paralysie. Selon une expression de la municipalité sortante, on allait "jusqu'à regretter le règne des decemvirs dont l'affreuse

⁵⁹ Arch.mun. Grasse, I 2. Lettre du 1er ventôse an III

⁶⁰ Arch.mun. Grasse, I 3; arrêtés n°41,27 germinal an III, p.7. Arch.départ. Alpes-Mmes, L 524 et L 525.

⁶¹ Arch. mun. Grasse, délib., 19 fructidor an III, p.510 à 516. Le Moniteur, tome XXV,p.672.

⁶² Arch. mun. Grasse; délib.,12 vendémiaire an IV,p.522; arrêtés n°41, 10 vendémiaire an IV,p.13. Sa belle-soeur était l'épouse, pourtant divorcée, de Geoffroy du Rouret, émigré. En fait, l'oligarchie municipale, qui s'était perpétuée aux postes de commande, était liée par des alliances et rares étaient ceux qui n'étaient pas parents avec des émigrés. Même le "terroriste" Taladoire, marchand drapier, élu à l'Administration municipale, devra démissionner en brumaire an IV comme "oncle Germain par alliance d'émigré".

⁶³ Jean Seytres, avocat, né le 26 décembre 1738, ancien procureur au siège et membre de la société des Artistes.

politique ruinait la nation par le bas prix du pain"⁶⁴. Ces conditions n'étaient pas favorables aux hommes de Thermidor. Les suffrages des citoyens grassois, répartis dans trois assemblées primaires, se portèrent donc en grande partie sur les victimes récentes de l'épuration. Les terroristes de l'an II, Taladoire, J.B. Clérique, J.J. Niel fils aîné et Etienne Vidal aîné, se retrouvèrent parmi les sept élus et formèrent la première municipalité cantonale de Grasse dont le négociant Antoine Bérard cadet prit la présidence pour un an⁶⁵.

L'installation de ces officiers municipaux de tendance montagnarde, dans une ville où la réaction, sans être majoritaire, avait repris une grande partie de son influence et se montrait très agressive, explique les difficultés futures de la ville. La nouvelle administration municipale, après avoir proclamé sa volonté de "punir tous les mouvements qui seraient faits contre le Gouvernement, contre la sûreté des citoyens et contre le droit sacré de propriété, se mit au travail pour régler tout au moins le problème économique. Grâce à des achats judicieux de blé dans le Languedoc et à l'étranger, l'approvisionnement revint, dès frimaire (décembre 1795), à un niveau normal. Les distributions publiques de pain purent cesser⁶⁶.

Par contre, l'ordre public restait mal garanti. La Garde nationale n'assurait presque plus son service des fils de l'aristocratie locale, appelait les Compagnons du Soleil. Des jeunes gens du peuple, encadrés par se regroupaient en bandes armées. On les ou les Compagnies de Jésus⁶⁷. Ils parcouraient les campagnes, formaient des cortèges en ville et malmenaient les républicains. Dans cette ambiance passionnée l'influence des royalistes ne faisait que grandir. Lorsque l'assemblée électorale du département du Var se réunit à Grasse en vendémiaire an IV (octobre 1795), on comptait, parmi les 244 électeurs présents, 130 ou 140 royalistes plus ou moins camouflés contre 70 à 80 républicains seulement. Ils réélirent Maximin Isnard, le girondin grassois. Mais leur choix se porta surtout sur deux royalistes, Pastoret et Portalis. Ils comptaient agilement sur l'appui du général Willot dont la nomination au commandement de la 8e division militaire, en thermidor an IV (juillet 1795), leur apportait, pour le moins, la neutralité de l'armée⁶⁸.

LA CONTRE-REVOLUTION DE L'AN V (1797).

Au début de l'année 1797, la situation s'était encore un peu plus dégradée. Les royalistes, sûrs de leur force, circulaient en ville munis de triques et portant des masques. De leur côté, les républicains avaient tendance à réagir et à se regrouper eux aussi en bandes agressives, dites des Enfants de Marat et de Robespierre⁶⁹. Ceux-ci jouissaient de la

⁶⁴ Arch.mun. Grasse, délib., 15 fructidor an III, p.496.

⁶⁵ Antoine Bérard, né le 23 décembre 1753•Il était marchand parfumeur, gendre de Rossignol chez qui se tenaient à l'origine les séances du club des Patriotes. Il était aussi beau-frère de J.F.Ricord, qui lui avait fait obtenir en 1793 une place lucrative d'inspecteur général des fourrages de l'armée.

⁶⁶ Arch. mun. Grasse, D 12. Lettre du 18 frimaire an IV.

⁶⁷ M.VOVELLE et H. de FONTMICHEL, Deux notables grassois sous la Révolution française, Provence historique, 1961. M. AGULHON, Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence, 1968, p.316.

⁶⁸ J.GODECHOT, La Contre-Revolution, p.300.

⁶⁹ Selon M.AGULHON, La vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution, o2.cit., 2.151; le parti républicain était celui des artisans qui s'étaient coupés, depuis 1794, de la bourgeoisie. Effectivement, les principaux hommes de main de ce parti étaient: S.Cavalier, serrurier; A.H. Roure fils, marchand tailleur; J.B.Julien, tailleur; J.J.Charabot, revendeur; L.Gillette fils, sellier; J.Gerard, cordonnier; A.Trabaud, cordonnier; A.Bertrand, maréchal à forge et H.Daumas, maçon. Mais beaucoup d'artisans se trouvaient aussi dans l'autre camp. Une liste figure dans Arch. muni. Grasse, arrêtés n°42, 5 thermidor an VI. Ils étaient, en général, assez jeunes. Dans les deux partis, cependant, les chefs appartenaient à la bourgeoisie des marchands-négociants ou des hommes de loi: - Pour les républicains: J.J.Niel, marchand; Vidal, l'aine, marchand; M.A. Taladoire, marchand drapier; J.B.Clerique, marchand. Mais peu figuraient en 1788 parmi les 60 plus allivres.- Pour les

protection à peine cachée de la municipalité qui redoutait l'approche des élections municipales et le succès des réactionnaires.

Dans cette situation tendue, les adversaires faisaient montre d'une force matérielle à peu près équivalente. Les uns disposaient des ressources de la légalité. Les autres profitaient de l'inaction bienveillante du détachement militaire en garnison. De même qu'à Paris, l'évolution de ce conflit local dépendait désormais de l'attitude de l'armée.

Une rixe un peu plus violente, au cours de laquelle un jeune royaliste J. Joseph Comte, fut assez gravement blessé d'un coup de stylet pendant la nuit du 25 au 26 ventôse précipita le dénouement. Le 26 ventôse (16 mars 1797) à la pointe du jour, dès que l'évènement fut connu les manifestants royalistes se réunirent sur différentes places de la ville. Ils se concentrèrent ensuite, vers 10 heures du matin, sur l'hôtel de ville qu'ils envahirent pour réclamer le châtement des coupables. La municipalité débordée, en désespoir de cause, appela le commandant militaire de la place. Conformément aux ordres du général Willot, celui-ci refusa de faire intervenir la force militaire. Par contre, il accepta d'armer les citoyens pour se saisir des assassins de Comte que l'on disait réfugiés dans la campagne.

Pendant ce temps, la foule se pressait dans la salle des séances, accusant la municipalité de protéger les anarchistes et réclamant justice et sûreté. L'arrestation de cinq terroristes et leur conduite à la maison de justice ne suffit pas à calmer les esprits. Les manifestants qui se sentaient en force criaient: Démission. Vidal l'aîné céda le premier Niel s'inclina ensuite Pierre Girard qui, était particulièrement détesté pour son passé terroriste refuse d'abord crânement, mais finit par s'incliner à son tour. Les Grassois saluèrent ces départs avec les cris de Vive la République, Vive le Gouvernement". A quatre heures de l'après-midi, la foule quittait l'hôtel de ville. L'insurrection avait gagné. Les révolutionnaires étaient éliminés. Les moeurs et leurs alliés royalistes restaient les maîtres de la cité⁷⁰.

Des élections eurent lieu le 1er germinal (21 mars 1797), sous la protection d'un renfort militaire envoyé par le général Willot. Elles permirent de former une municipalité entièrement renouvelée dans le sens voulu par les émeutiers du 21 ventose. Théas-Sulli, le maire modéré de 1721, accédait à la présidence. Les républicains étaient battus, mais ils n'étaient pas annihilés. Pour se maintenir; la réaction devait rester vigilante et faire montre d'agressivité. Son pouvoir qui durera à peine six mois, sera marqué de

violences et d'excès un peu comparables à ceux commis par les terroristes, mal gré les efforts tentés par la municipalité pour les tempérer au maximum. Les républicains les plus voyants furent arrêtés et traduits devant le jury d'accusation pour "délits et faits attentatoires à la sûreté des citoyens". Des perquisitions eurent lieu chez les anciens membres de l'administration terroriste. Des troupes d'hommes armés parcouraient la ville et la campagne, conspuant au passage les opposants qui se terraient. Elles effectuaient aussi des expéditions punitives. Au cours de l'une d'elles, le fameux figuier qui ombrageait les réunions du club des Patriotes en 1791-1792 fut arraché, pendu sur la place aux Aires avec un placard infamant, puis jeté à la voirie. Le 13 prairial (2 juin 1797), l'autel de la Patrie qui était, depuis le début

royalistes: Honore Perrole, notaire; Fanton dit d'Anton, propriétaire; P.A.Mouton, homme de loi; Cl.Marie Gourmes, fils de négociant; Joseph Court-Fontmichel, propriétaire; tous des meilleures familles.

⁷⁰ L'histoire de cette période troublée a fait l'objet de nombreuses versions, établies par les adversaires des deux bords. Il faut voir à ce sujet Arch.munic. Grasse: arrêtés n°42, correspondance D12; Archives Fontmichel; Arch. départ-Alpes-Mmes L 529,1099.1277, Arch. départem. Var, 2L 957 Arch.

F lb 11 Ver 16 . F7 3693- E. HILDESHEIMER (Annales de la Société Scientifique et Littéraire de Cannes) tome 22, 1970, a fait également une étude sur cette période de réaction royaliste. Voir aussi E. POUPE? Le Département du Var p. 428 à 439: Y.RINAUDO, op cit, pp.186. à 193.

de la Révolution, au centre de toutes les fêtes républicaines, fut abattu et incendié. L'arbre de la Liberté lui-même fut coupé⁷¹.

Parallèlement affluaient les demandes visant à autoriser la réouverture du culte dans les églises. Mais la municipalité, qui ne voulait pas donner trop de prise à une accusation d'antirépublicanisme, veillait à rappeler aux prêtres l'obligation de se soumettre aux lois⁷².

LES MUNICIPALITÉS "TERRORISTES" (fructidor an V- brumaire an VIII)

Le ministre de l'Intérieur, tenu au courant des événements de ventôse, n'avait pas caché sa réprobation⁷³. Il donna l'ordre d'informer sur la situation à Grasse. Mais l'Exécutif se trouvait en conflit avec les conseils élus en avril 1797. Pour en éliminer la majorité royaliste, le Directoire préparait un coup d'État qui eut lieu à Paris le 18 fructidor an V (4 septembre 1797) avec l'appui des troupes de l'armée d'Italie.

Le retour des républicains mit fin au coup de force municipal royaliste. Le 29 fructidor (15 septembre 1797), à 6 heures du matin, arrivèrent à Grasse les décrets "contenant les mesures de salut public prises relativement à la conspiration royaliste". En exécution de ces textes, la municipalité élue au mois de mars précédant ne fit aucune difficulté pour "cesser à l'instant toutes les fonctions administratives". Le vide ainsi créé fut comblé par une assemblée composée de pères de famille qui élut cinq commissaires, parmi lesquels plusieurs républicains. Le 22 vendémiaire en VI (13 octobre 1797), Pierre Girard, qui venait de réintégrer l'administration départementale, se rendit à Grasse pour installer une nouvelle municipalité non élue mais entièrement républicaine dont Louis Gimbert, de Saint-Cezaire, était nommé président⁷⁴.

La ville se retrouvait dans la même situation qu'avant les événements de ventôse. Mais fructidor marquait aussi le retour en force d'un parti républicain qui entendait bien profiter de son succès. Les royalistes vaincus durent disparaître. Une trentaine émigrèrent. Beaucoup furent mis en prison ou se cachèrent⁷⁵. Il n'existait plus d'opposition organisée. L'administration républicaine de Grasse, qui avait l'appui du département et du gouvernement, pouvait dès lors agir sans contrainte.

Les lois contre les émigrés et contre les prêtres, rentrés nombreux pendant l'intermède royaliste, furent de nouveau appliquées. Ce fut également l'époque des grandes fêtes révolutionnaires. Le 2 vendémiaire on célébrait la fondation de la République; le 2 pluviôse, la "juste punition du dernier Roi des Français". Le 14 juillet, le 10 thermidor, le 10 août, le 18 fructidor étaient marqués par des cérémonies solennelles. On commémorait les époux, les vieillards, la jeunesse, la souveraineté du peuple, l'agriculture, etc... Ces pompes laïques, qui revenaient environ une fois par mois, fournissaient l'occasion de jurer "haine éternelle à la Royauté" et "attachement sincère à la République". Des discours appropriés, des défilés, des banquets civiques visaient à marquer les esprits et à effacer ce qui pouvait encore subsister de piété religieuse.

LA DEGRADATION DES INSTITUTIONS ET LA FIN DU DIRECTOIRE

Tout ceci se déroulait dans un pays que la Révolution avait ruiné économiquement. Le commerce avait décliné et les routes se trouvaient dans un état déplorable. L'ordre public, à

⁷¹ Le récit de tous les "forfaits" commis par les royalistes a été minutieusement relaté par la municipalité républicaine de VI. (Arch.munic. Grasse, D 12, n°705).

⁷² Arch. mun. Grasse, arrêtés n°42, nivôse et thermidor an VI, p.144, 231.

⁷³ Arch. départ. Alpes-Mmes, L 519, 21 floréal an V.

⁷⁴ Arch. mun.Grasse, arrêtés n°42, 22 vendémiaire an VI, p.97 à 101. La municipalité était formée de Vidal aîné, Clérique, Honora Suche, Doussan, Cavalier, Joseph Ferran, P.J.Rey.

⁷⁵ Arch. mun.Grasse, arrêtés n°42 nivôse et thermidor an VI p 144 - 231

l'intérieur de la ville, était mal assuré. A l'extérieur, les déserteurs, les insoumis, les royalistes proscrits battaient la campagne et pillaient pour vivre. Des bandes de malfaiteurs écumaient les grands chemins. Il était difficile de distinguer l'action politique du banditisme professionnel. La population, qui en avait beaucoup vu et entendu depuis huit ans, se trouvait présentement accablée par les réquisitions et saignée par la conscription. Elle semblait surtout avide de tranquillité et attachait beaucoup plus d'importance aux approvisionnements qu'aux jeux du gouvernement.

La municipalité était consciente de cet état d'esprit dangereux pour sa présence. Afin de se maintenir, elle retira le droit de vote aux citoyens jugés nuisibles⁷⁶. Dans ces conditions, les élections de floréal an VI (avril 1798) furent favorables au parti en place⁷⁷. Les républicains consolidèrent encore leur position aux élections de floréal an VII (avril 1799) à la suite desquelles l'ancien terroriste J.J.Niel fils aîné fut porté à la mairie⁷⁸.

Quelques mois plus tard, le 17 vendémiaire an VIII (9 octobre 1799), une missive parvint à Grasse. L'Administration départementale faisait savoir que deux frégates venant d'Égypte avaient mouillé le matin à Saint-Raphaël. Le général Bonaparte, qui en était débarqué, avait pris aussitôt le chemin de Paris⁷⁹. Ce retour portait en germe de graves événements. Le Directoire qui s'était jusqu'alors maintenu par des coups d'État successifs, allait se trouver lui-même victime, le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), d'un coup d'État définitif. A Grasse, la République continuait. L'évènement connu à la fin du mois de novembre y fut accueilli avec un enthousiasme résigné, comme l'avaient été : tous les épisodes de la vie politique parisienne depuis le début de la Révolution.

Ainsi, pendant ces dix années, l'histoire de Grasse n'a constitué, qu'un reflet de l'histoire de la nation française.

Après avoir adhéré sans appréhension aux principes posés par l'Assemblée constituante, la bourgeoisie grassoise qui détenait de tout temps le pouvoir économique et le pouvoir politique, entreprit de le conserver tout en s'appropriant les dépouilles du clergé.

C'est pourtant sur la question religieuse que s'observe le clivage politique essentiel entre révolutionnaires et modérés. Les premiers s'installèrent pendant la Terreur. Les seconds revinrent à la faveur de la réaction thermidorienne. Ils furent néanmoins écartés définitivement de la municipalité après le coup d'État de fructidor an V (septembre 1797).

Les révolutionnaires avaient triomphé. Mais leur pouvoir tenait essentiellement à l'impulsion politique donnée par Paris. Mises à part quelques fractions assez marginales, la population de Grasse semble les avoir plus suivis que soutenus, plus subis qu'acceptés.

Lorsque le moment est venu de faire le bilan, on constate que la ville avait traversé l'épreuve sans y perdre son âme. Elle se retrouvait en 1800 à peu près dans les mêmes conditions morales et sociales qu'en 1789. Plusieurs de ses habitants s'étaient enrichis en achetant à bon compte les biens du clergé et ceux de quelques émigrés ou en trafiquant sur les approvisionnements. Mais tous vivaient dorénavant dans une cité dont l'industrie et le commerce ne recouvreront pas de longtemps le lustre passé.

⁷⁶ Arch. mun. Grasse, arrêtés, N°42, 27 pluvi. an VI, p. "forme de bons citoyens" (établit un tableau comportant le nom des citoyens ayant le droit de voter dans les assemblées primaires.

⁷⁷ Arch.mun. Grasse, arrêtés,n°42, floreal an VI,p.192. président de l'Administration municipale. J.J.Niel est réélu.

⁷⁸ Arch. mun. Grasse, K 5.

⁷⁹ Arch. mun. Grasse, I..4

LES MUNICIPALITÉS DE GRASSE 1789 - 1799		ÉVÉNEMENTS IMPORTANTES	COMMANDANTS DE LA GARDE NATIONALE DE GRASSE	ANNÉES
	<p>◀ RÉVOLUTIONNAIRES</p> <p>MODÉRÉS ▶</p>			1789
	J.J. MOUGINS-ROQUEFORT	1 ^{er} AOÛT 1789 CRÉATION de GARDE NATIONALE		AOÛT
25/10	F. ANDRÉ ISNARD (Élu, mais non installé)	GRASSE		1790
7/2	RANTOINE-CRESP	20 JUIN 1790 FÉDÉRATION de CHÂTEAUNEUF	BARBERY	
14/11	J. RTHÉAS-SULLI	14 JUILLET 1791 ÉMEUTE à GRASSE		1791
19/6	P. GIRARD			LOI DU 14/6
5/11	J.F. RIKORD	20 AVRIL 1792 DÉBUT de GUERRE		1792
9/12	COURT-GALLIMARD	27 JUILLET 1793 GRASSE CHEF-LIEU	AUBANEL CHIEF DE LÉGION	1793
29/7	La	28 JUILLET 1794 GRASSE		1794
19/2	à	28 JUILLET 1794 SAUTE DE ROBESPIERRE	BÉVARD TRAYEU CHIEF de BARRICADE	
28/7	M.H. CRESP	6 AVRIL 1795 Réaction antirévolutionnaire à GRASSE		1795
19/4	COURMES-CHAUTARD	5 OCTOBRE 1795 Réaction antirévolutionnaire à PARIS	MOUTTET THÉAS-SULLI CHIEF de BARRICADE	1796
8/10	JAN SEYTRÉS			1796
3/11	A. BÉRARD			1797
16/3	J. R THÉAS-SULLI	16 MARS 1797 Coup d'état municipal à GRASSE	COURMES- COURMES	1797
15/9	L. GIMBERT	4 SEPTEMBRE 1797 Coup d'état de réactionnaires à PARIS	MAUBERT	1798
			A. ISNARD	1798
	J.J. NIEL	9 NOVEMBRE 1799 Coup d'état de brumaires à PARIS	A.H. ROURE	1799

**CONTRIBUTION A UNE
HISTOIRE DU TOURISME
ET DES
TRANSFORMATIONS
TERRITORIALES
LE CAS DE LA RIVIERA
DU PONANT**

Par Emanuela DURETTO

L'auteur: E.Duretto est un jeune chercheur de la région de la Riviera des Fleurs. Le résumé, présenté ici, est extrait d'une thèse de laurea présentée par Mlle Duretto à la Faculté des Lettres et de Philosophie de Gênes. Ce travail de recherche a été mené pendant l'année 1975-76 sous la direction de M.M.les Professeurs M. Quaini et O.Itzcovitch.

Le thème: Il s'agit de la présentation des transformations du paysage de la Riviera des Fleurs, de l'intrusion du tourisme et des bouleversements apportés.

L'étude s'attache également aux problèmes de la perception de l'espace touristique. Elle s'inscrit donc dans une double perspective:

– elle montre tout l'intérêt des nouvelles pistes -ouvertes depuis quinze ans dans l'utilisation de la gestathéorie (étude des formes) et de la sémiologie. Cette approche permet de découvrir ou redé2ouvrir l'image touristique, symbiose entre un paysage et une culture, puis résultat des rapports dialectiques de l'espace et des forces de pouvoir.

– (culture, idéologie, communication, etc.)

– elle confirme l'ambiguïté de l'image touristique qui évolue avec le temps, toujours, avec l'espace, parfois.

- elle permet de mieux faire connaître en France et dans le Midi une région limitrophe qui n'a rien à envier à la Côte d'Azur.

Mais la contribution majeure et originale du travail de Mlle Duretto est de montrer le destin commun des systèmes spatiaux de la Côte d'Azur et de la Riviera des Fleurs. Il apparaît en effet très clairement qu'au delà des frontière politiques le tourisme aristocratique du XIXe siècle a fait naître une véritable région touristique transnationale.

L'origine de la clientèle (grands-ducs russes ou lords anglais) a façonné selon des critères communs le paysage (rural, urbain, touristique) et les modes de vie, et contribue au déséquilibre spatial de la région.

Cette étude montre que de San Remo à Cannes ce sont souvent les mêmes financiers ou les mêmes artistes qui ont promu les rivieras.

L.R.

Les motivations et le contexte qui sont à la base de ce bref essai trouvent leur origine d'une part dans un travail de thèse sur l'économie touristique de la province d'Imperia menée à la faculté des Lettres et de Philosophie de Gênes en 1976, d'autre part dans la nécessité toujours plus ressentie de donner naissance à une activité de comparaison entre les expériences et la réalité de la Riviera italienne et de celle des Alpes-Maritimes françaises.

La recherche vise en outre à reconstituer le développement historique du tourisme en liaison avec ce qui relève de l'évolution des phénomènes structurels et en même temps de ceux plus précisément sous-structurels liés aux transformations du goût et de la jouissance du cadre de vie.

La mise au point d'une telle approche répond à une exigence d'adaptation des champs de recherche aux thèmes en cours d'analyse. En abordant plus spécialement le problème du tourisme, est apparu essentiel l'usage d'une méthodologie qui ne réduise pas le phénomène à une sphère seulement économique, géographique ou historique, mais qui en corrélation avec la complexité des aspects que revêt une économie touristique, réussisse à exprimer aussi la culture et les comportements sociaux induits et fonctionnels du développement touristique lui-même.

Nous avons donc voulu insérer en contre-point à l'exposition des faits quelques descriptions du paysage tel qu'il se présentait aux différentes périodes historiques retenues, dans le but de fournir au lecteur une image de l'espace analysé et de procéder à une lecture des modes de représentation de ce même espace qui ont caractérisé l'histoire du tourisme sur la Riviera.

Pour une meilleure précision et pour permettre d'individualiser les aspects saillants de l'économie touristique, on s'est servi d'un schéma temporel au travers duquel on a tenté de faire émerger les caractéristiques prédominantes du phénomène; celui-ci n'a toutefois pas de valeur absolue mais simplement circonstancielle. Ayant, en outre, retenu comme exemple particulièrement significatif des processus du développement du tourisme de toute la province l'aire de San Remo, il faut préciser que, dans l'analyse historique qui suit, on a opéré une sélection des données disponibles en utilisant des informations concernant plus spécifiquement la ville de San Remo.

L'intrusion du tourisme dans le paysage de San Remo: 1830-1860

"San Remo vue de la mer présente la forme d'un triangle dont la base est le rivage et le sommet la coupole régulière du sanctuaire transféré de la côte à la hauteur où elle surgit. Cette colline forme à la ville une couronne entièrement couverte d'oliviers, de cèdres, de citronniers, d'orangers, de palmiers, d'amandiers, de figuiers, de grenadiers. San Remo est une terre populeuse ne comptant pas moins de 11000 habitants La plupart de ceux-ci cultivent leurs jardins odoriférants, leurs collines couvertes de fruits et rentrent à leur demeure après les travaux champêtres. Ainsi naît ce qui apparaît à l'étranger de San Remo être une atmosphère de ville de paysans."(D. Bortolotti *Viaggio nella Liguria marittima*, Torino, tip. Eredi Botta, 1834, tomo 1, p.261-262.).

Le choix d'ouvrir cette contribution au problème du développement du tourisme dans la province d'Imperia par une description du paysage remontant à 1834 répond non seulement à l'exigence de présenter le territoire tel qu'il était il y a plus d'un siècle et demi avant les transformations apportées par l'immixtion d'une économie touristique, mais aussi à la nécessité de permettre une comparaison entre les différents modes d'interprétation et de représentation de l'espace.

San Remo dans la première moitié du XIXe siècle.

En 1834, San Remo apparaît comme un petit pays s'adonnant à une agriculture favorisée par des conditions d'environnement particulièrement bonnes; environ trente ans après, toutefois, on nous présente une ville complètement transformée....

" A quatre lieues plus loin, s'élève sur une colline, la ville de Sanremo, siège épiscopal, d'une population de 12.000 âmes.

On y trouve de beaux jardins, des maisons élégantes, un commerce animé; tout y respire l'aisance. Mais ce qui donne au pays une physionomie particulière, ce sont les palmiers qui couronnent l'ermitage et les hauteurs de Sanremo, et forment le fond du paysage dont la ville occupe le centre.... Ils donnent à cette côte (les palmiers) un aspect solennel qui rappelle l'orient et ses solitudes mystérieuses...(Moyme, Italie, guide du voyageur, Rouen 1867).

Si nous considérons le paysage comme un ensemble organisé de signes (mer, montagnes, routes, villes, maisons, champs cultivés, etc.) qui correspondent aux éléments fonctionnels, au contexte économique et social, nous ne pouvons que noter un changement entre les deux textes cités.

L'impression que nous dégageons est que le paysage n'a plus un aspect agricole mais bien exotique et touristique.

Les palmiers, végétation historiquement typique de la Riviera, prennent dans la description de 1867 un relief particulier; ils sont devenus l'emblème d'une vocation économique autrefois latente et maintenant nettement exprimée et affirmée.

Les nouveaux éléments que nous avons notés dans le paysage correspondent maintenant à une fonction différente léguée au territoire par l'économie touristique.

En outre, l'élément palmier, en même temps qu'il porte un message touristique et rappelle l'exotisme oriental, devient également l'expression d'un goût, c'est-à-dire celui des clients potentiels auxquels s'adresse le tourisme de l'époque.

Ce n'est pas par hasard que la reconnaissance des éléments paysagers correspond à une série de phénomènes sociaux, commençant alors à émerger: le mythe des Iles du Sud, une riche littérature d'aventures situées dans des pays lointains et sauvages, enfin la mode du croquis et de la carte postale poussent souvent à représenter les aspects les plus symboliquement pittoresques et caractéristiques des endroits visités, tous facteurs qui ont joué un rôle essentiel dans l'affirmation du phénomène touristique au niveau social.

Si tout ceci est vrai et si nous avons réussi à présenter une image de la vie de San Remo en 1667, nous chercherons maintenant à comprendre dans le cadre historique en quoi ont constitué les grands changements que nous avons notés à travers les descriptions littéraires.

1.- 1860 - 1880

Dans la province d'Imperia, la vocation touristique émergea à partir de 1860; elle intéressa seulement les petits pays du littoral et se développa principalement dans ceux compris entre San Remo et Bordighera, tandis que les aires de Vintimille et Imperia, bien qu'elles aient possédé les mêmes conditions environnantes très favorables caractérisant les autres centres, n'étaient guère touchées de façon conséquente par le phénomène. Ainsi, dès le début, apparaît une hétérogénéité du développement touristique sur lequel il est essentiel de s'arrêter pour comprendre la réalité territoriale de l'extrême Ponant ligure.

Tant pour Vintimille que pour Imperia, le tourisme ne représenta pas une alternative économique valable. Par leur position géographique les deux villes, au fond de vallons qui constituaient les voies naturelles de communication avec le nord de l'Italie, eurent toujours

(bien qu'elles n'aient jamais été suffisamment développées) des potentialités commerciales plus importantes que celles des cités voisines. L'importance à Vintimille des activités administratives et militaires dérivant de sa position frontalière et de son ambition à devenir le pivot des échanges commerciaux entre la France et le Piémont, la présence à Imperia de certaines vocations industrielles dans le domaine alimentaire, désormais consolidées, ainsi que des activités portuaires et agricoles étroitement liées à celles proprement manufacturières, furent des éléments qui, indubitablement, incitèrent peu au greffage d'un processus de complémentarité économique comme le tourisme.

Pour les villes de San Remo, Ospedaletti, Bordighera qui démontraient contrairement à leurs voisines, un intérêt pour le tourisme, un facteur important dans le démarrage d'une telle activité fut une attitude d'imitation des modèles de développement des centres français limitrophes qui, depuis quelque années déjà, s'étaient engagés dans ce choix économique.

"Et tandis que, dans les villes limitrophes, commençait à se développer cette vie très active qui les rendit élégantes, renommées et opulentes, e que leurs populations passaient d'émerveillement en émerveillement, on aurait dit que San Remo n'arrivait pas à les suivre....

Les villes de Nice et Menton faisaient connaître aux étrangers les beautés de leur territoire, la douceur de leur climat, et les invitaient à passer l'hiver chez elles, certaines que, de semblable manière, elles auraient la possibilité de pouvoir honnêtement faire leurs richesses d'autrui, et, avec l'échange des idées politiques et commerciales, atteindre le sommet de l'arc parmi les voisines rivales. (Astraldi M.C., San Remo rinnovata. Memorie storiche contemporane, Oneglia, 1903).

Les principaux promoteurs du tourisme furent certains aristocrates le eaux, aidés de médecins qui jouèrent un rôle publicitaire dans certains des plus importants journaux étrangers, investirent une partie de leurs capitaux dans la construction de villas dans les zones les plus agréables de la Riviera.

Ce sont surtout les conditions climatiques de San Remo que l'on fit connaître; à ce sujet, il ne faut pas oublier de citer le roman de G. Ruffini, Le Docteur Antonio qui, grâce au succès de librairie qu'il connut vers 1860 en Angleterre, eut le mérite de rendre célèbre les villes de l'extrême Rivier du Ponant pour leur climat particulièrement favorable aux malades atteints de tuberculose.

En substance, le livre se résumait en une invitation à visiter la Riviera du Ponant et en une espèce de manuel distingué pour le touriste, avec rappels concernant les rapports familiaux, les activités, l'artisanat, l'agriculture, les pratiques religieuses, les fêtes et les superstitions.

Toutefois, l'élément central, autour duquel tournaient toutes les aventures des protagonistes, était la salubrité du climat de la Riviera, qui avait permis la guérison d'un des personnages principaux:

"Ainsi, croyez-vous réellement, Docteur Antonio, que ce climat convienne particulièrement bien à ma fille?"

Antonio regarda, surpris, son interlocuteur, et fit une pause avant de répondre: "Il suffit que vous compariez Miss Davenne, telle qu'elle est aujourd'hui, avec Miss Davenne d'il y a quelques semaines et vous pourrez répondre vous-même à la question: elle ne tousse plus, son teint est magnifique, son sommeil et son appétit sont excellents.

– Vous êtes donc d'avis, persistait Sir John, qu'un séjour plus long peut être utile à revigorer son état?

– Je n'en doute pas. Ce climat est sain comme nul autre au monde; et ses habitudes calmes et régulières, l'absence de toute agitation sont l'idéal pour une personne délicate comme Miss Davenne. Je suis certain qu'une cure de bains de mer, pendant la saison chaude lui ferait le plus grand bien. (Giovanni Ruffini, Il Dottore Antonio, Firenze, 1972).

La nouvelle direction économique-touristique prise par San Remo devait inévitablement amener de notables transformations dans l'aménagement urbain. Un territoire avec une structure économique basée principalement sur les activités agricoles, doté d'une série de services et de superstructures étroitement reliées à ces activités, ne pouvait pas être adapté à une économie touristique. Les guides transformèrent alors les changements urbains en autant d'arguments d'attraction touristique.

".....le changement qui me frappa le plus fut sa nouvelle entrée. Autrefois on entrait par une route étroite, irrégulière. maintenant, au contraire, on entre par ce que les Français appelleraient un large boulevard au parcours parallèle à la mer, tout au long de la cité. Les élégants du lieu l'ont choisi, comme il se devait, pour leur promenade favorite.... Je notai avec plaisir, une quantité de maisons récemment construites, éparpillées çà et là; J'étais presque tenté de les baptiser "palais" tellement elles étaient grandes et belles.

Ainsi avons-nous l'hôtel de Londres, l'hôtel de Grande-Bretagne, l'hôtel Victoria, l'hôtel d'Angleterre, quatre noms qui équivalent à une véritable signature. Le lecteur n'a pas fini de conjecturer sur le secret de San-Remo. Oui, San Remo courtise les Anglais, San Remo flirte avec les Anglais; San Remo construira d'autres hôtels, ouvrira d'autres routes, commettra quelque autre extravagance...". (Giovanni Ruffini, San Remo rivisitato, San Remo, 1865).

Ainsi contribuèrent de manière notable à la promotion touristique une multitude de guides: de chroniques de voyages, d'articles de journaux, de romans, qui furent surtout diffusés dans les pays du nord de l'Europe, où se situait la principale demande touristique.

Dans ces publications, à côté d'une minutieuse description de la partie neuve de la ville, des villas, des hôtels, des promenades, des jardins, on donnait des explications précises sur les commerces existants, sur les hôtes étrangers de la ville. Il ne manquait même pas des indications sur les prix de séjour; bien plus, pour l'auteur du Nouveau Guide, le coût de la vie, moins élevé à San Remo (comparé à Nice), pouvait être une des raisons de préférence des étrangers pour cette ville.

"L'existence y est plus indépendante et plus calme, la colonie étrangère y est moins mélangée, la vie moins brillante sans doute, mais à meilleur marché".

Une telle activité, preuve des charmes paysagers et climatiques du Ponant, eut pour effet d'attirer en peu de temps, la curiosité de riches aristocrates rentiers qui investirent volontiers dans les endroits les mieux exposés de la cité; peu à peu, ceux-ci finirent par constituer les zones d'expansion des nouveaux quartiers à vocation touristique, habités par les colonies étrangères.

Ainsi, depuis le début, l'économie touristique se caractérisa par l'intervention d'investissements étrangers prépondérants qui, alors, n'intéressaient que le secteur du bâtiment, mais qui, par la suite, conquièrent beaucoup d'autres secteurs, étroitement liés au développement touristique de la cité.

2.- 1880 - 1915

La construction du chemin de fer eut une importance décisive sur les effets de la valorisation touristique du littoral régional.

Construite pour des choix politiques précis qui caractérisèrent tout le système ferroviaire italien, cette voie fut installée parallèlement au littoral, exerçant une attraction orientée vers une succession plus dense de centres qui, à leur tour, étaient reliés aux grands

centres, ceux-ci l'étant ensuite aux métropoles intérieures qui géraient l'économie du pays. La construction d'un tracé côtier fut dominée, dans son dessin d'ensemble et dans ses solutions particulières, par les impératifs de la morphologie régionale. A cause de celle-ci, la voie ferrée trouvait le long de la côte un parcours plus facile.

Au niveau local, les effets de la construction du réseau ferroviaire furent immédiats bien qu'irrégulièrement distribués: ceux-ci donnèrent une notable impulsion à la croissance des centres côtiers, principalement ceux en liaison avec les gares destinées à desservir les centres immédiatement voisins, principalement sur les hauteurs.

De 1871 à 1901, les villes de la Riviera enregistrèrent un très fort accroissement de la population; pour la seule ville de San Remo, il fut de 93,5 (un quasi-doublement en trente ans), déterminé de façon prépondérante par une dépopulation progressive des villages de l'arrière-pays.

L'économie touristique concentrée de façon particulière dans quelques zones de la Riviera, comme San Remo, Bordighera, Ospedaletti, fournissait, pendant la période hivernale, des occasions de travail pour de nombreux habitants des villages de l'intérieur qui, durant cette saison froide, ne pouvaient continuer à cultiver leurs champs puisque l'agriculture et les activités connexes étaient les seules occupations offertes par ces zones.

En outre, les occasions les plus favorables de changement et de climat poussaient nombre d'entre eux à se fixer définitivement sur la côte où ils pouvaient continuer à s'occuper de leurs champs, lesquels conservaient un rôle économique important intégré aux autres occupations résultant du dynamisme économique que les villes côtières étaient en train d'acquérir.

L'accroissement démographique fut une des causes de l'expansion urbaine qui permit une croissance de la rente foncière et de la construction.

L'augmentation rapide et progressive du coût des terrains faisait dire en fait, à un administrateur local de l'époque:

"C'est un grand dérangement, une grande révolution économique et agricole qui est en train de s'accomplir dans ces villages, le résultat final en sera de tripler, pour le moins, la valeur de la propriété rurale dans son ensemble". (Monterumici, Notizie statistiche, geografiche ed agricole sul Circondario di San Remo, San Remo, 1881).

Le visage de la ville se modifia radicalement, avec un passage progressif des caractères originaux, indifférenciés, typiques d'une économie principalement rurale, à des caractères toujours plus différenciés économiquement et socialement qui donna au territoire urbain des utilisations toujours plus spécialisées.

Comme nous l'avons déjà noté précédemment, de nouveaux quartiers de plus en plus étendus s'individualisèrent. Bordighera s'étendit à l'ouest, le long de la voie romaine, Ospedaletti, le long de la voie aurélienne. San Remo vit s'établir à l'ouest le quartier de la Foce Berigo et à l'est celui de Saint-Martin. Ainsi est née une orientation touristique de l'espace s'appuyant: principalement sur la proximité de la route et de la voie ferrée, ainsi que sur la déclivité limitée de la zone côtière, par rapport à l'espace de l'intérieur.

Il se créa en outre de nouvelles zones commerciales et financières qui, pour la plupart, s'installèrent à proximité des gares, des hôtels les plus importants et des maisons de jeu.

A San Remo, en particulier, l'installation de la voie ferrée en parallèle à la ligne du rivage, créant une véritable barrière, sépara la mer de la ville touristique. Elle fut l'un des premiers problèmes de technique urbanistique qui se posa aux administrateurs locaux ,(le problème du déplacement vers l'intérieur de la voie ferrée est, depuis déjà un siècle, une des questions que chaque nouvelle administration locale promet de résoudre lors des élections et qui n'a toujours pas trouvé de solution).

L'arrivée du chemin de fer dans la ville en 1872 lui donna une impulsion pour installer des mécanismes de rente foncière et immobilière. A partir de cette date, on assiste à la réalisation de structures réceptrices pour le tourisme. Dans la seule ville de San Remo, les hôtels passent de quatre en

1865¹ à trente deux en 1905² et les villas enregistrent de 1374 à 1906 un accroissement de 190 sur un total de 2342. Il faut également noter, dans le secteur hôtelier, la formation de chaînes hôtelières qui associent des stations estivales, comme par exemple Zermatt ou Chamonix, et des stations d'hiver comme celles de l'extrême Ponant. D'ailleurs, cet aspect était amplement souligné par la publicité de l'époque.

Un facteur faisant enfin apparaître la transformation de la ville dans un sens plus nettement touristique fut en outre le développement d'un grand réseau routier dans les zones de collines de la région côtière, en vue de rendre constructibles des terrains qui ne l'étaient pas faute d'accès.

La Gazette de San Remo du 6 mai 1900 publiait à ce sujet une pétition de quelques célèbres partisans du développement touristique de la ville. Dans cette pétition, ils demandaient l'intervention de l'administration communale pour la construction de nouvelles routes carrossables "spécialement sur les collines qui dominent le pays, pour rendre plus prospère l'avenir de la ville et plus agréable le séjour des étrangers".

En outre, pour le financement des travaux, 44 signataires assuraient de leur concours; parmi eux, on trouvait les propriétaires des principaux hôtels ainsi que les plus influents représentants de la colonie étrangère.

Hélas! pour l'administration communale, trouver des capitaux à investir dans de telles opérations était un problème difficile à résoudre, étant donné les maigres disponibilités qui avaient toujours caractérisé les finances publiques de la ville.

Le docteur Altichieri, comprenant les problèmes qui assaillaient la plus grande partie de la station, proposait dans l'Echo de la Riviera du 7 novembre 1912, l'ouverture de casinos :

"Le casino a servi à rendre les stations célèbres. Considérant ainsi les importantes ressources que procurent les jeux, et considérant qu'ils peuvent assurer le fonctionnement du casino, rendre le séjour agréable avec des distractions et des fêtes et assurer ainsi l'avenir de la station, il serait souhaitable que l'on fasse au moins un essai de jeux dans l'une de nos grandes stations". Suivaient les raisons qui avaient poussé les dirigeants sanremoises à faire construire, en 1905, un casino. Elles consistaient non seulement dans le fait que le casino était un attrait touristique désormais indispensable pour combattre la concurrence étrangère, mais aussi qu'il était un moyen de trouver les capitaux nécessaires au développement touristique futur de la ville. Sur le plan de l'emploi, il fournissait de nouveaux postes de travail aux citoyens sanremoises, substituant ainsi sa fonction à celle d'une véritable industrie.

En ce qui concerne les caractéristiques des investissements touristiques, on note l'essor important de cette tendance précédemment relevée qui voit la présence de capitaux étrangers. Parlant de Bordighera, un auteur de l'époque notait:

"Les banques, les hôtels, les grands immeubles, les meilleures propriétés (sans parler même de l'industrie du gaz, des tramways, de l'énergie électrique, des ciments, des tissus, des établissements de bain, de jeux, de la poste, tous ou presque sont exploités, sont propriétés d'étrangers. Les terrains tout le long du littoral, dans les sites les plus agréables, tout est vendu, tout est complet, tout est à des étrangers". (Martinelli V., *La Riviera e l'industrialo italiano*, Bordighera, 1910).

¹ RUFFINI G., *San Remo rivisitato*, San Remo, 1865.

² FONTANELLA, *Plan de San Remo*, San Remo, 1906

A San Remo, le casino fut construit avec des capitaux français, la Tuscan Gas (la compagnie du gaz) était anglaise, ainsi que la British Company qui installa l'éclairage électrique dans la ville.

A la lecture des faits économiques du Ponant, on relève, à partir de 1880, une série de grosses spéculations foncières et immobilières dans lesquelles participèrent d'importants groupes capitalistes.

A partir de 1905, on assiste à la naissance et à la disparition soudaine de nombreuses sociétés immobilières qui, de Saint-Raphaël à San Remo, acquièrent des terrains, ouvrent des routes, construisent hôtels et villas, financent des travaux d'utilité publique. Une des plus importantes est sans doute la Société Foncière Lyonnaise dont l'activité est à l'origine du développement touristique non seulement de Cimiez à Nice ou du Cannet à Cannes, mais aussi des villes d'Ospedaletti et Bordighera (ces deux dernières opérations, cependant, échouèrent).

Une constante de l'économie touristique jusqu'au second après-guerre (1945) consiste dans le fait qu'elle se présente comme une activité saisonnière pendant les mois d'hiver. Une telle particularité ne manqua pas de produire dans le marché du travail de notables transformations: progressive urbanisation hivernale (avec la tendance toujours plus accentuée à devenir permanente) d'une partie de la population de la campagne de l'arrière-pays et apparition d'un processus d'immigration de main d'oeuvre spécialisée venant d'autres régions italiennes.

Non seulement des employés d'hôtel, mais aussi des médecins, des employés d'agences de voyages, des commerçants rythmèrent leur activité sur les flux touristiques saisonniers.

La formation d'un paysage mythique

On a déjà en partie montré comment, dans une société donnée, les éléments fonctionnels et le goût des représentations du paysage sont en étroite association avec le contexte économique et social, comment ils sont en étroite association avec la propension esthétique que cette société elle-même manifeste par des formes plus ou moins définies qu'elle imprime dans le paysage naturel, pendant et à la fin de son activité.

Maintenant non seulement le paysage mais, de façon plus générale, l'espace peuvent être considérés dans l'économie touristique comme la matière première d'où sont extraites toutes les activités du tourisme. Il en résulte que le paysage se transforme, au travers du système économique, en marchandise qui, comme tout autre produit, pour être vendu, doit être lancé et associé à une série d'éléments qui ont prise sur le consommateur.

Comme nous l'avons noté précédemment, à partir de 1880, on assiste à une adaptation progressive aux normes de l'économie capitaliste, ajustement qui se retrouve aussi dans les images de paysages des guides touristiques.

Dans un guide de San Remo de 1897, on affirme de façon lapidaire:

" La publicité est à la fois effet et cause de civilisation. Celle-ci progresse si celle-là prédomine, l'une régresse si l'autre se réduit.... San Remo a non seulement le droit mais aussi le devoir de faire connaître urbi et orbi son climat miraculeusement sain et ceci parce qu'un tel privilège peut secourir l'humanité souffrante."(Lopez de Onate, Guida ricordo di San Remo e dintorni, San Remo,1897).

La majeure partie des descriptions du paysage que nous retrouvons dans les guides de cette époque sont prompts à présenter le paysage de la Riviera comme un monde de rêve, une terre promise où existe tout ce qui manque dans les grandes cités du nord.

La lecture des guides de cette époque démontre avec évidence, dans les descriptions du paysage, une attention particulière pour les données plus facilement éditables. On assiste en pratique, à une formalisation des aspects paysagers et à un processus de délimitation des sites. Le climat, le soleil, la mer, la végétation, le ciel, toujours présents avec des superlatifs, sont fixés en images stéréotypées et chargées de valeurs évocatrices, réalités idéales et mythiques:

"Les privilégiés qui s'embarquent à Paris sur le Rapide--Côte d'Azur, se voient, en effet, transportés en quelques heures (13 heures à peine) dans un pays de rêve et de féerie! Plus de brouillard, de pluies, de gel et de frimas sur des plaines que l'hiver lamentablement dépouillées de toute parure.... Le train s'élance à toute vapeur et l'on dirait parfois qu'il vole, comme une mouette, sur la crête d'argent des flots bleus.... A gauche, les maisons émergent, comme des nids multicolores, au milieu de la pourpre des roses, de l'or des mimosas, de l'émeraude des orangers et des lauriers, des eucalyptus et des palmiers sous les rayons d'un soleil irradiant de lumière et d'allégresse une coupole d'éternel azur!" (Riviera Guide, 1913, annuaire complet publié sous la direction de Giacomo Gandolfi, San Remo, C.so Umberto).

La Riviera représente ainsi un moment d'évasion loin des hostiles métropoles industrielles de l'Europe du Nord, un refuge loin des angoisses de la vie urbaine frénétique et déshumanisée, la libération de l'aliénation des habitudes quotidiennes: "San Remo, ainsi heureusement exposée aux baisers du plus beau soleil du monde, aux caresses de la mer la plus riante, au souffle du zéphir et des brises les plus douces, avec l'ourlet relevé des montagnes dans son dos, avec un rivage incurvé au niveau de la mer subdivisé en sept vallons ensoleillés, la conque de San Remo est la véritable coquille d'une huître perlière. Et tu n'es pas, en effet, O San Remo, qu'une fleur, pays des agrumes! Tu es aussi un éden de fleurs de toutes façons, véritable modèle réduit de la flore ligurie qui déploie tout autour de toi un brillant tapis d'anémones, de jonquilles, de petites violettes, de jacinthes, de narcisses, parfumant l'air de mille suaves senteurs, séduisant salut, irrésistible invitation que tu envoies à la rencontre de tes visiteurs.... Et attirée par le parfum de tes fleurs, voici, voltigeant entre tes multiples orangeries, comme un joyeux essaim de vaporeuses libellules, d'abeilles butineuses, de séduisants petits papillons aux mille couleurs et aux ailes dorées, les filles blondes d'Albion et d'Armin! Ah! tu l'as découvert le secret de séduire et moi je t'aime!". (Cappi Giulio, Da Mentone a Genova (La Comice), Bozzetti per marine, Città paesi e castella, Milano 1898, p.76 e ss).

3.- 1915-1945

A partir de la fin de la première décennie du Me siècle, commença à se faire sentir, avec toujours plus d'acuité une crise du tourisme aristocratique de la saison d'hiver, tourisme qui avait caractérisé l'époque précédente.

Face à l'affirmation, dans le domaine international, de forts antagonismes de caractère impérialiste entre les nations, face à la crise des grandes aristocraties et monarchies d'Europe centrale et orientale, aux puissantes contradictions sociales qui marquèrent les années qui précédèrent et suivirent la première guerre mondiale, l'économie présenta une extrême sensibilité. Nombre de saisons d'hiver furent sinon médiocres, du moins peu satisfaisantes et ne répondirent pas aux espérances. Un examen de cette situation de crise se trouve dans de nombreux articles de journaux locaux, où l'on fait continuellement référence aux besoins de nouveaux investissements dans le secteur touristique. La crise de 1929, confirmant les choix décidés dans les années précédentes, donna naissance à un processus de restructuration de

l'économie du tourisme. Un auteur décrivait ainsi, dans un journal local, la situation de l'extrême Riviera du Ponant: "...La Riviera a deux vies bien séparées, qui sont côte à côte, l'une riche, magnifique, ostentatoire aussi, bien qu'un peu formelle, l'autre modeste, réservée, et relativement pauvre. La première est constituée de lieux de divertissement, rapidement ouverts aux riches de toute l'Europe, et l'autre, des villages montagnards de la Riviera, avec leurs agriculteurs, leurs vigneron, leurs floriculteurs. Pour le moment, la vie locale qui est une partie de la vie française, s'est éloignée du mirage du luxe international et de ce type d'économie qui prospère sur la richesse des autres. A Cannes, deux hôtels gigantesques et modernes, parmi les plus luxueux, construits pendant l'époque de frénésie qui accompagna la chute du franc, sont désormais désespérément vides et fermés par manque de fonds nécessaires pour les faire fonctionner à une époque de clients rares et parcimonieux. Personne ne construit plus, les hôtels aujourd'hui, vivent sur les richesses accumulées qui, pour dire vrai, ne s'épuisent pas rapidement, du moins pour l'essentiel... L'argent circule toujours moins. Ceux qui résistent le mieux sont les hôtels les plus modestes et les plus vieux qui ont de moindres dépenses et une plus grande sécurité de rentrées, à cause de leur type de clientèle fidèle, en particulier des rentiers habitués. Les propriétaires des grands et luxueux hôtels qui ont, par exemple, 200 chambres, peuvent se dire satisfaits quand ils ont cinquante clients.' (Periodico Eco. di San Remo, 25-1-1933).

En Italie, les effets catastrophiques de la crise de 1929 se firent sentir avec un certain retard et sur la Riviera le tourisme s'en ressentit seulement à partir de 1934. Dans les villes, le flux touristique, se maintenant à un niveau satisfaisant, contrastait fortement avec la crise générale; le problème n'était pas quantitatif mais qualitatif, les contingents de touristes allemands et américains étant fortement réduits (Periodico eco. di San Remo,3-5-1934).

Durant le régime fasciste, les dirigeants de la politique communale de San Remo firent du tourisme un des secteurs les plus importants de la vie économique de la cité.

Dans un texte commémoratif sur la province d'Imperia, San Remo est ainsi présentée: "San Remo cosmopolite, voici le véritable attrait de San Remo; elle reflète, dans tel ou tel quartier en particulier, ou se mêlant dans son ensemble, beaucoup d'autres cités diverses et toutes les principales caractéristiques de la côte, de l'une à l'autre, de temps à autre, on est ébloui: et cela donne vraiment le sens complet de la Méditerranée.... cette ville de Ligurie est tellement bariolée d'éclats étrangers, de visions et de sensations exotiques et nous pensons tout de suite, çà et là, à Gênes et à Naeles, au Pirée et à Constantinople, à Tunis et à Alger, à Barcelonne" (Garibbo G., La provincia di Imperia, Imperia, 1934).

Enveloppée d'esprit nationaliste et trouvant prétexte dans l'ambition de faire de San Remo une cité de prestige de la politique fasciste, l'activité des administrateurs locaux fut caractérisée par la construction d'une série d'immeubles et d'ouvrages d'urbanisme qui continuèrent à changer le visage de la cité et à donner un but précis au tourisme sanremo. Furent construits "un très beau terrain de golf de 18 trous, très justement appelé le golf des oliviers, un des plus beaux hippodromes d'Italie....où l'on trouve, dans la foule des spectateurs, les plus grands noms de l'élite cosmopolite.... l'immense terrain omnisports du lecteur, un tennis-sport club, une splendide villa communale en partie utilisée pour l'établissement de la pinacothèque civique, en partie réservée aux expositions florales et d'arts divers ainsi que pour une exposition canine internationale très prisée....".(Garibbo G.,op.cit).

Se dessina également le choix d'étendre la saison touristique à la période estivale pour surmonter les difficultés de la difficile conjoncture économique qui s'était abattue au début des années 30, plus encore que pour éliminer ces caractères d'instabilité de l'économie touristique dus à son aspect saisonnier, et pour ouvrir de nouvelles possibilités d'expansion et de développement à ce secteur.

En 1932, l'architecte Poggi esquissa un schéma qui fut publié dans les éditions du journal l' Echo de la Riviera (voir recueil de 1932). En 1933, en outre, la commune lança un concours pour l'étude d'un projet d'établissements balnéaires et de plages artificielles; un P.R.G. (plan régulateur général) fut également réalisé par l'architecte Piacentini où apparaissait un San Remo principalement touristique, même s'il ne manquait pas dans la programmation une série d'importantes infrastructures aptes à favoriser le développement d'autres activités, tel le marché aux fleurs et le marché fruitier et maraîcher.

Dans le cadre du programme économique du gouvernement fasciste, l'extrême Riviera du Ponant, suivant la tendance déjà définie par le passé pour

la clientèle d'élite se caractérisait par une offre touristique destinée à une clientèle internationale et de haute bourgeoisie.

La tendance à une division du marché touristique se définit ainsi: la côte romagnole se tournait alors vers la clientèle petite bourgeoise que les initiatives législatives venaient de favoriser (loi du 13-11-1924 qui décrétait le droit pour les employés au repos annuel, en fixant la durée à un minimum de 10 jours et un maximum de 30, en relation avec l'ancienneté dans le service). D'autres dispositions plus sectorielles, comme celle des "trains populaires" qui apportaient de nouveaux clients, développaient la vie économique des cités balnéaires.

4.- 1945-1979.

Dans l'analyse des vicissitudes historiques qui ont accéléré le développement du tourisme dans la Province d'Imperia de 1945 à aujourd'hui, on retiendra volontairement seulement quelques aspects essentiels pour la compréhension de la dynamique des transformations, nécessaires pour un cadrage correct des problèmes.

La comparaison avec les aspects qui ont caractérisé le tourisme dans les années antérieures, met immédiatement en évidence des changements importants qualitatifs et quantitatifs.

Jusqu'au second après-guerre, l'économie touristique a relativement maintenu: le type de clientèle et de saison, déjà caractéristique du XIXe siècle. Le tourisme, en effet, est resté jusqu'en 1945 un phénomène d'éclectisme, dû à une clientèle aristocratique et de haute bourgeoisie, limité à un rythme saisonnier des mois d'hiver.

Les infrastructures réceptrices. offre des services et l'activité commerciale qui en découlaient s'étaient donc organisées de façon à satisfaire ces deux particularités.

Après 1945, que nous avons schématiquement pris comme un seuil de rupture -sans d'ailleurs lui attribuer une valeur absolue-, le tourisme est devenu un phénomène de masse et principalement estival.

En pratique, un véritable renversement des deux caractéristiques fondamentales s'est affirmé, renversement auquel a correspondu une adaptation urbaine et économique des villes touristiques.

Généralement; dans les enquêtes socio-économiques du tourisme établies par les organismes d'analyse statistiques de la plupart des pays industrialisés,

il apparaît que le pourcentage des personnes qui vont en vacances est plus grand dans les grandes métropoles que dans les petites villes; de même les ruraux partent moins en vacances.

La croissance quantitative du phénomène touristique auquel on a assisté en Italie dans les trente dernières années, correspond à une urbanisation importante et accélérée de la paysannerie du Nord et surtout du Midi.

Cette constatation tend à démontrer que le développement du tourisme dans la province d'Imperia ne peut être séparé des événements qui ont changé en peu d'années l'aspect

des grandes cités italiennes et leur ont conféré un nouveau rôle métropolitain. En effet, les habitants des principaux centres du triangle industriel (Turin, Milan, Gênes) constituent la principale clientèle des villes balnéaires de la province.

Il n'y a pas lieu ici de faire un exposé détaillé des processus économiques qui ont créé ces phénomènes; on se limitera à rappeler certains faits qui semblent les plus significatifs pour comprendre les changements de tendance depuis l'après-guerre.

La centralité qui, dans le processus de la reconstruction, fut conférée au secteur immobilier en 1949 avec le plan-logement Fanfani dans le but, d'une part, d'exercer le rôle moteur dans la reprise des activités économiques et, d'autre part, d'occuper une main d'oeuvre nombreuse et en chômage, caractérise le développement des villes et les transformations sociales à la fin des années 60. Un tel choix (où l'intervention publique qui eut peu de place touchera en 1951 seulement 25% de la construction immobilière pour se réduire notablement, lé jusqu'à atteindre le pourcentage actuel de moins de 3%), donna lieu à une grande production de bâtiments dans les principaux centres de la péninsule, basée sur la spéculation foncière et immobilière.

La politique d'expansion de l'automobile à partir de 1953, mit en marche une série de réactions en chaîne, qui finirent par se substituer à d'autres mécanismes dynamiques et d'orientation du développement économique, et finirent par dominer les choix successifs d'investissements tant publics que privés. En particulier, un tel choix devient significatif à la fin de notre analyse, parce qu'il coïncide pour le pays avec l'apparition d'un aspect industrialisé, fondé sur une demande intérieure et extérieure tournée principalement vers les biens manufacturés de consommation privée.

Apparaissent dans ce contexte les transformations du phénomène touristique dans la province d'Imperia qui, d'une clientèle d'élite, s'étendit aux classes bourgeoises de Turin et de Milan. On passa alors d'une offre principalement hôtelière à une offre privée, liée au développement de la résidence secondaire.

Dans les villes de la Riviera des Fleurs, les processus économiques nationaux se sont infiltrés grâce au tourisme, confirmant et accentuant cette tendance antérieure à la tertiarisation et à la croissance du revenu parasitaire.

Dans les trente dernières années, on a assisté en effet à une notable augmentation des commerces et de l'activité immobilière qui sont désormais en conflit chronique avec celles léguées par l'utilisation agricole du sol.

Il en est dérivé un dualisme économique tourisme-agriculture, activités peu complémentaires, qui représente le nœud des choix du devenir du développement de l'ensemble provincial.

La croissance certaine du littoral s'est en outre fortement infléchi vers une dégradation des aspects qualitatifs de l'offre touristique dans son ensemble.

L'apparition, en effet, même dans les villes touristiques, de spéculations comme celles qui ont caractérisé la croissance des périphéries métropolitaines, a déterminé une atteinte de l'environnement quasi irréversible, atteinte à laquelle il devient toujours plus indispensable, si l'on se place dans l'optique d'un développement réel du tourisme, de porter remède par une planification économique et territoriale des ressources.

Les raisons du développement immobilier qui, dans les années vingt 1951-1971, dans la province d'Imperia, a enregistré une augmentation de 45,1e -en particulier dans les cités littorales- doivent être rapprochées tout d'abord des dynamiques dont nous avons déjà précisé la tendance au niveau national. Mais elles doivent être également reliées % une culture, une mentalité, une idéologie touristique amplement diffusée au niveau de la masse qui préfère un

certain type d'utilisation de l'espace pour les loisirs. Nous nous référons en particulier aux gels qui caractérisent et font évoluer le voyage et les vacances dans notre société. Ceux-ci se présentent désormais comme une période de rationalisation des temps de travail en rapport avec l'extension des congés payés, mais aussi avec la nécessaire expansion de l'activité productive, et d'autre part comme un phénomène d'appropriation culturelle de la part des classes bourgeoises, de ceux qu'avaient privilégiés, autrefois, les classes aristocratiques. Très succinctement, on peut dire que du XIV^e siècle au début du Me le tourisme et plus généralement la villégiature représentèrent le privilège de quelques classes favorisées. Les transformations industrielles et l'augmentation du revenu par habitant pendant le dernier siècle, offrant de plus grandes possibilités économiques à un plus grand nombre de personnes, ont permis au tourisme de devenir un stimulant dans un processus d'acculturation des classes bourgeoises et de plus grande participation à la vie économique.

Historiquement, le tourisme et la villégiature, se définissant comme des phénomènes spécifiquement réservés aux élites, se caractérisent par une utilisation privative de l'espace touristique, concrétisée par des villas dans un site panoramique ou dans un hôtel de grand luxe. A l'expansion de la mode touristique, toutefois, n'a pas correspondu un ajustement égal de l'offre touristique. La réceptivité a maintenu de façon générale sa forme privée: le changement a seulement été quantitatif avec l'expansion incontrôlée de la construction immobilière.

Il est apparu, à notre sentiment, le développement d'un tourisme contradictoire qui, d'une part, a répondu de manière très insuffisante aux exigences sociales du loisir (*tempo libero*), et, d'autre part, a favorisé une série de déséquilibres territoriaux. De ces contradictions sont nés en grande partie les problèmes spatiaux que l'on trouve aujourd'hui dans la province d'Imperia.

Pourtant, nous pensons qu'il est toujours plus urgent de s'attaquer à ces déséquilibres que de chercher à en intégrer les divers aspects dans un cadre de développement plus complexe. De plus en plus l'actualité est la nécessité d'une intervention méthodique qui ne privilégie pas un secteur au détriment d'un autre, mais qui, grâce à une programmation suivie et circonstanciée affronte les composantes et les variantes spatiales tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.

ANNEXES ET DOCUMENTS

Stephen LIEGEARD, l'inventeur de la Côte d'Azur, décrit ainsi la cite de Bordighera:

"Entre les parois escarpées du Monte Nero et du monte Caggio fleurit et mûrit tout ce que les filles d'Italie ou de la Grèce étalèrent jamais de plus savoureux dans leurs corbeilles de roseaux. L'Afrique y ajoute ses palmiers, l'Amérique ses lianes. La vigne, en gigantesques guirlandes, s'élançe, se tord, se replie, oscillant ou s'enroulant à l'écorce rugueuse de quelques oliviers. Figues et oranges, olives et limettes, nèfles et cédrats, nuancent le feuillage de baies colorées".

G. FAURE fait la même remarque:

"Ce sont surtout les palmiers qui donnent à la cité son aspect plaisant. Les jardiniers de Bordighera ont seuls la fourniture des palmes pour

les fêtes romaines du dimanche des Rameaux, privilège qui leur fut donné par le pape Sixte-Quint (1586)...".

L'Abbé Louis LE CARDONNEL, poète, fit un séjour de 1917 à 1922 à San Remo qu'il qualifie ainsi:

"La cité, par la mer et le soleil ravie
Fleur de la Ligurie et de la Riviera..."

Mouvement de la population résidente de 1861 à 1971 (Source ISTAT)

San Remo	Bordighera	Spedaletti	Vintimille
18 12.464	2.358	350	6.809
18 12.890	2.357	417	7.406
18 18.760	3.026	517	8.880
19 22.440	4.843	882	11.468
19 27.013	5.470	1.332	14.690
19 26.093	6.142	1.778	14.267
19 29.583	7.256	1.975	17.304
19 33.003	8.515	1.900	15.787
19 40.464	11.252	2.127	15.845
19 55.209	11.252	2.911	22.788
19 62.210	11.654	3.267	25.801

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Dans l'optique de la gestathéorie un certain nombre de géographes anglo-saxons se sont intéressés, au milieu des années 60, aux problèmes de la perception de l'espace, mais aussi à l'image de l'espace géographique. Parmi ces premiers auteurs on trouve David Lowenthal qui aborda le problème de l'appréhension du paysage anglais au travers de l'art des peintres (Constable ou Gainsborough). A sa suite, de très nombreux travaux ont été entrepris dans le domaine du paysage, de l'espace vécu, de la perception mentale de l'espace (P.Gould).

Dans ce domaine, l'étude de la perception du paysage touristique paraît relativement récente, mais son champ est à la fois très neuf et très vaste. Cette orientation bibliographique n'a pour objet que d'ouvrir des pistes d'approfondissement, autant que de référence:

- BACHELARD G., La poétique de l'espace, Paris, PUF, 1967, 215r.
- CITRON P., La poésie de Paris dans la littérature française de Rousseau à Beaudelaire, Paris, Ed.de Minuit, 1961, 267p.

- KRANOWSKI N., Paris dans les romans d'Emile Zola, Paris, PUF, 1968,157p.
- MUNWORD L., The urban prospect, chapitre Megalopolis as anti-city, New-York, Harcourt-Brace, 1968, 255p.
- GUTKIND E.A., Le crépuscule des villes, Paris, Stock, 1966, 201p.

Géographie : ouvrages de référence pour une vue complète

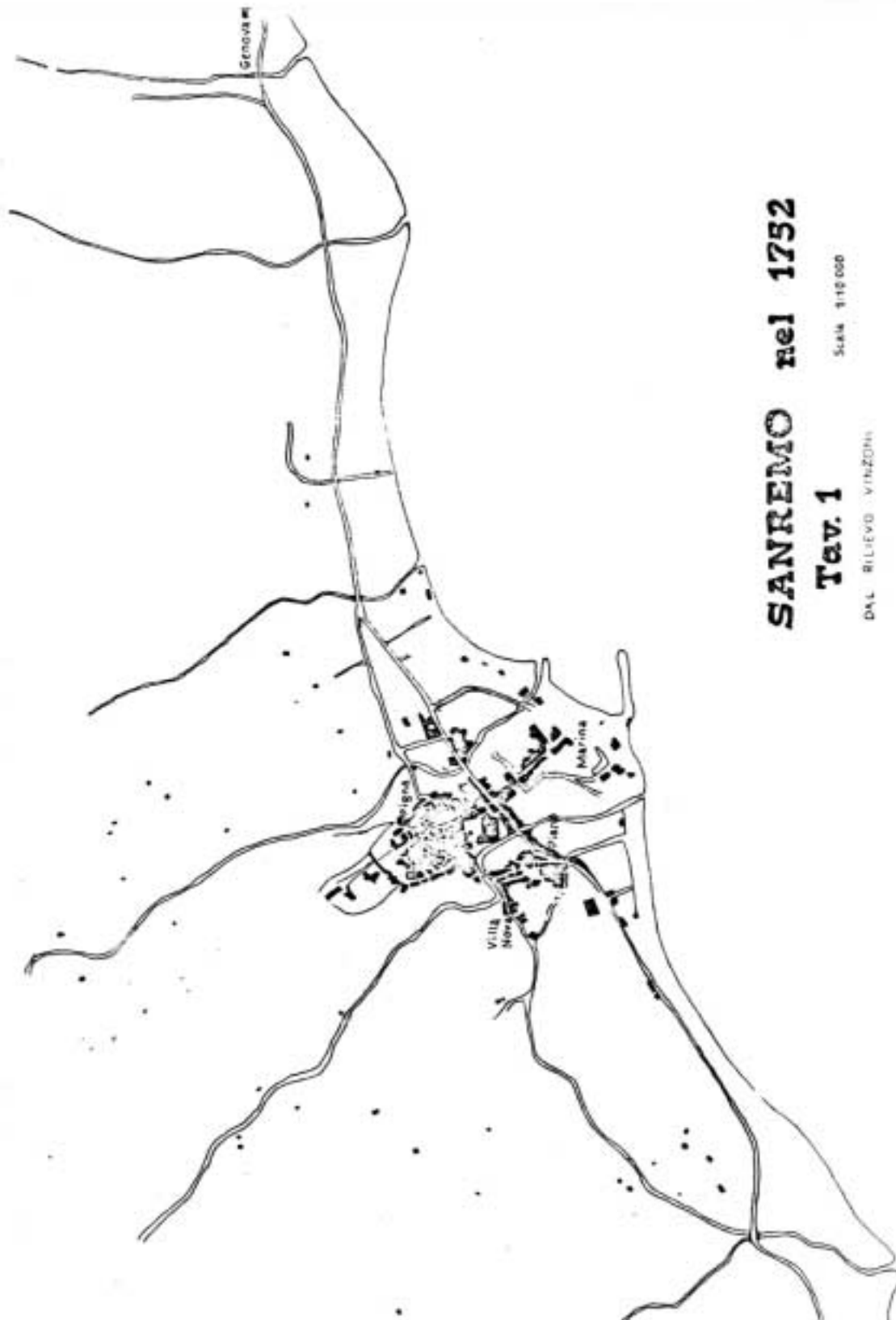
- CAPEL H., Perception del medio y comportamiento geografico, daim Revista de geografia, vol.VII, n° 1-2. Bibliographie.
- FREMONT A., La région; espace vécu, Paris, PUF, 1976, 228p.,Bibliographie.
- FREMONT A. La région, essai sur l'espace vécu, dans La pensée géographique française contemporaine, Saint-Brieuc, PUF, 1972,pp.663-678.
- GOULD P. & WHITE R., Mental maps, Londres, Penguin books & Harnonds Worth, 1974, 204p.
- Perception de l'espace, sémiologie spatiale.
- Espace géographique, tome III, n°2 et 3. Nombreux articles de divers auteurs: Claval, Brunet, Fej., Frémont, etc...

Géographie: quelques exemples

- BONNEAU M., Loisirs et fêtes dans le Saumurois, méthodologie et résultats, TIGR, Reims, vol.13-14.
- CAZES G., Le tiers-monde vu par les publicités touristiques une image géographique mystifiante, Aix-en-Provence, CHET, 1976, 60p.
- CLARY D., La façade touristique de Paris, thèse, Gap, Ophrys, 1976. Voir en particulier le chapitre sur la Découverte du paysage normand par les peintres au XIXe siècle.
- CLARY D. et FREMONT A., L'image touristique de la Normandie et de ses métamorphoses, TIGR, Reims, vol.13-14.
- KAROUÏ A., L'image de la Tunisie dans la littérature française, Tunis, STD, 1975,218p.
- LAHJMORI A., L'image du Maroc dans la littérature française (de Loti à Montherlant), Alger, SNED, 1973.
- LOWENTHAL D. , The english landscape, dans Geographical review, vol.55.
- LOWENTHAL D., English landscape tastes, dans Geographical review, avril 1955, pp.186-222.
- MIOSSEC, L'image touristique, dans Annales de Géographie, 1977.
- THUROT J.M., Le tourisme tropical balnéaire: le modèle caraïbe et ses extensions, Aix-en-Provence, CHET, 1973,570p.

Italie

- MEHLINI G., Problemi geografici del turismo in Italia, dans Bollettino della società geografica italiana, vol.IX,1968.
- PALOSCIA , Storia del turismo in Italia,
- DOSENNA G., I luoghi letterari, paesaggi, opere e personaggi, Milano,1972.
- ROGNANT L., Bibliographie sélectionnée sur le tourisme en Italie (800 titres), Laboratoire de Géographie R.Blanchard, Nice,1968 et 1975.
- Touring-Club d'Italie, Il paesaggio, vol.VII,1963.

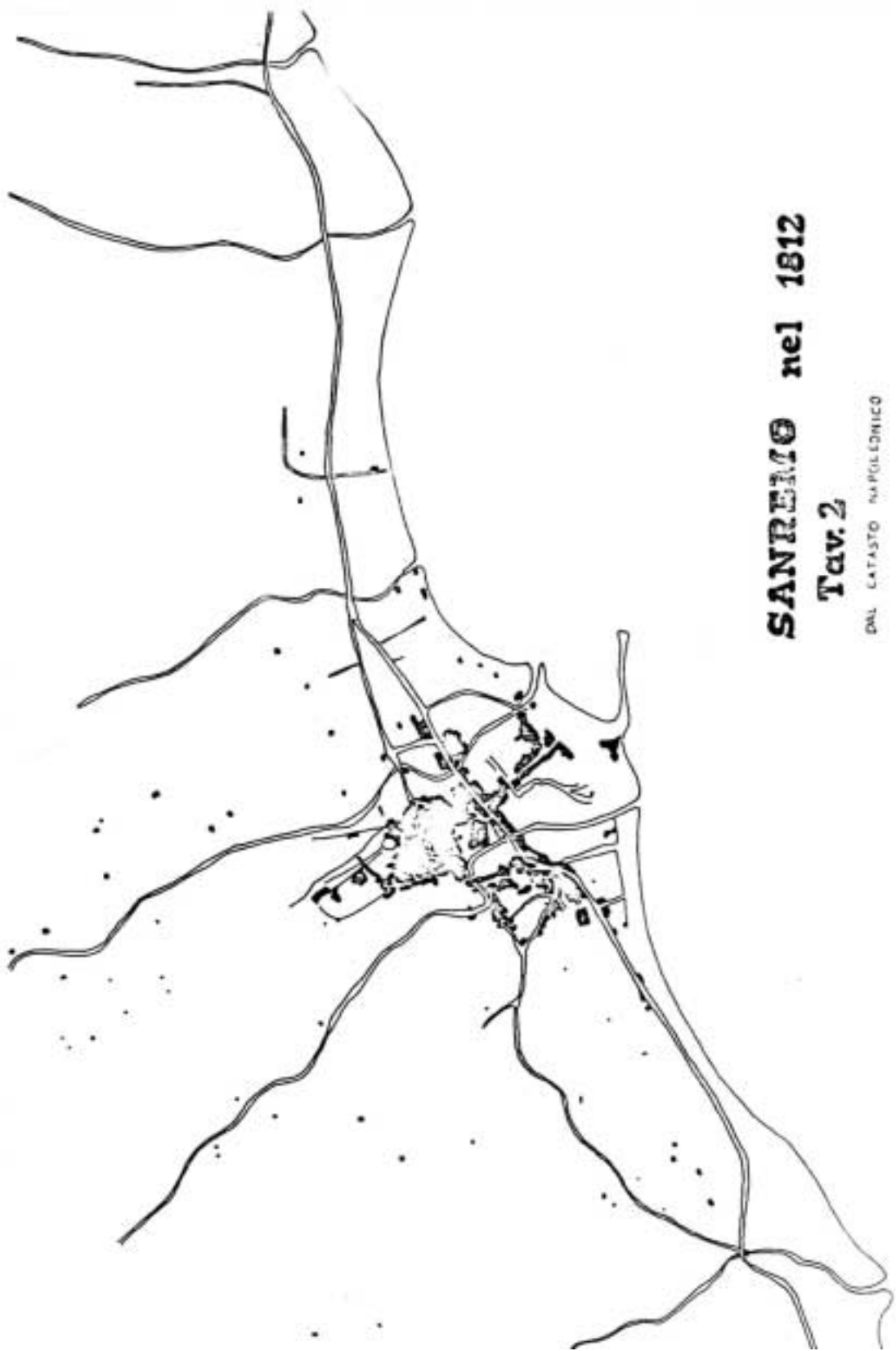


SANREMO nel 1752

Tav. 1

Scala 1:10.000

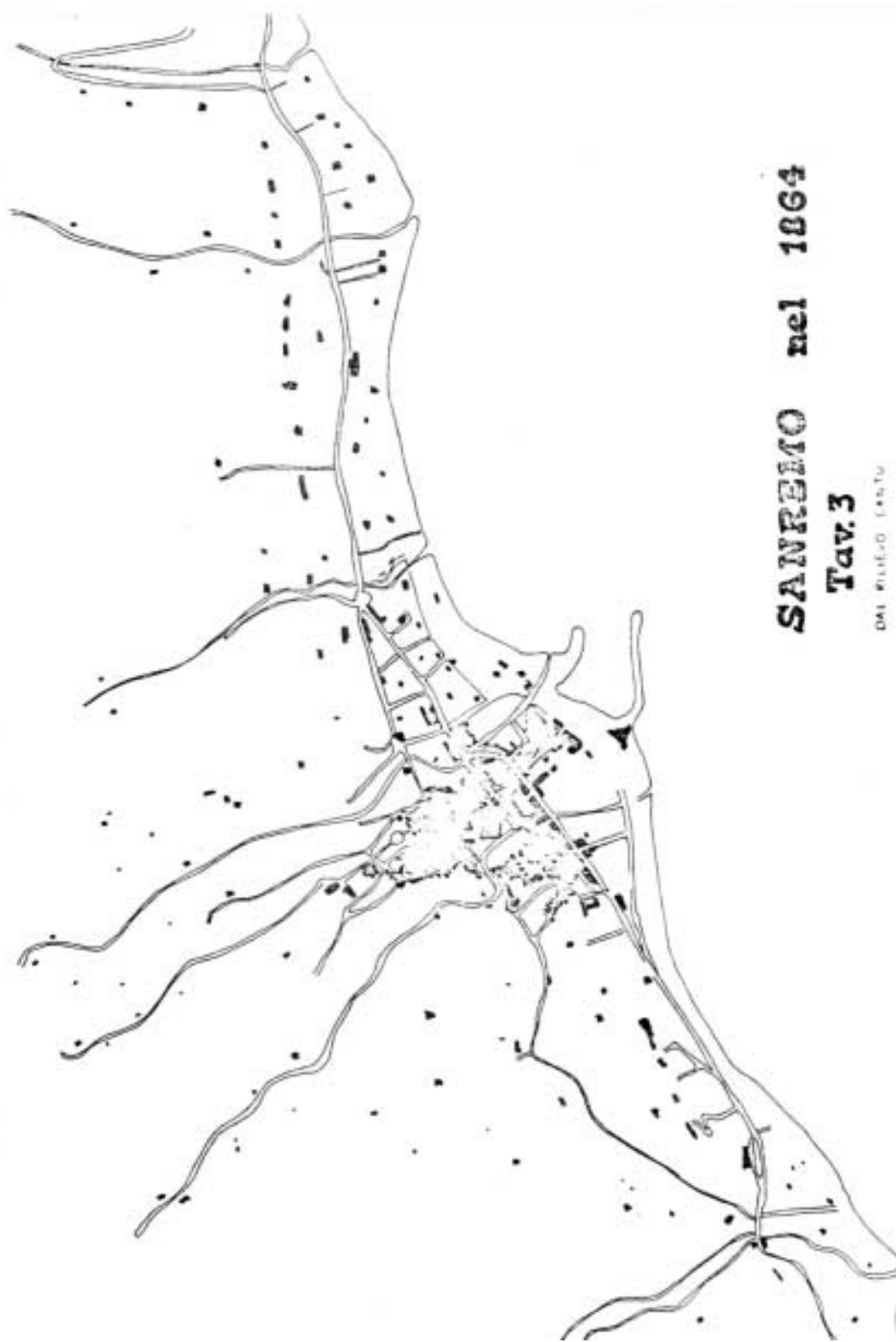
DAL BILIEVO VINZONI



SANREMO nel 1812

Tav. 2

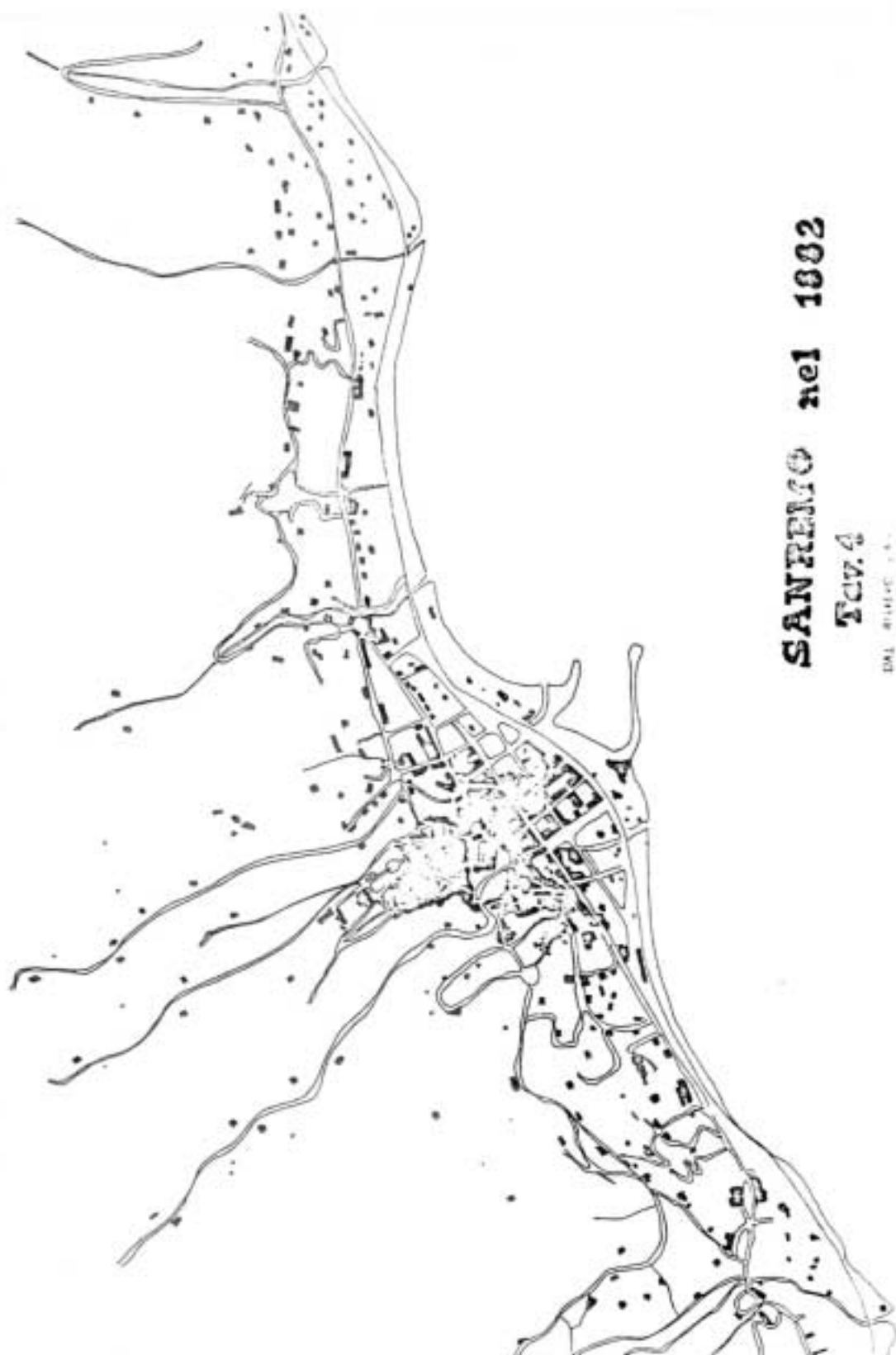
DAL CATASTO NAPOLEONICO



SANREMO nel 1864

Tav. 3

DAL RIABITO 1864



SANREMO nel 1882

Tav. 4

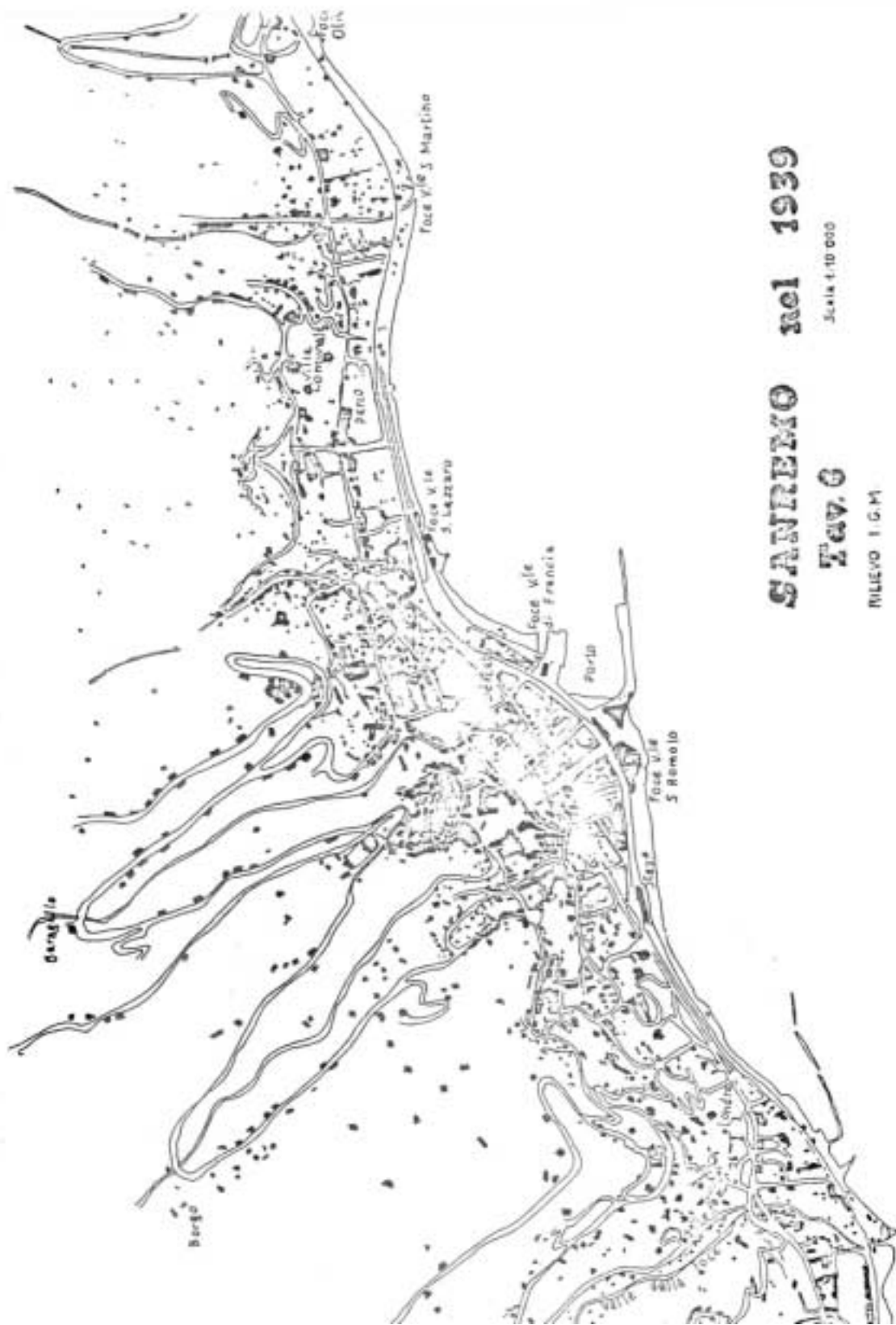
DMB. BIANCHI. I. 1.



SANREMO nel 1906

TAV. 5

DAL SILSVO I.G.A.F.



SANREMO nel 1939

TAV. G

Scala 1:10.000

MILIEVO I.G.M.



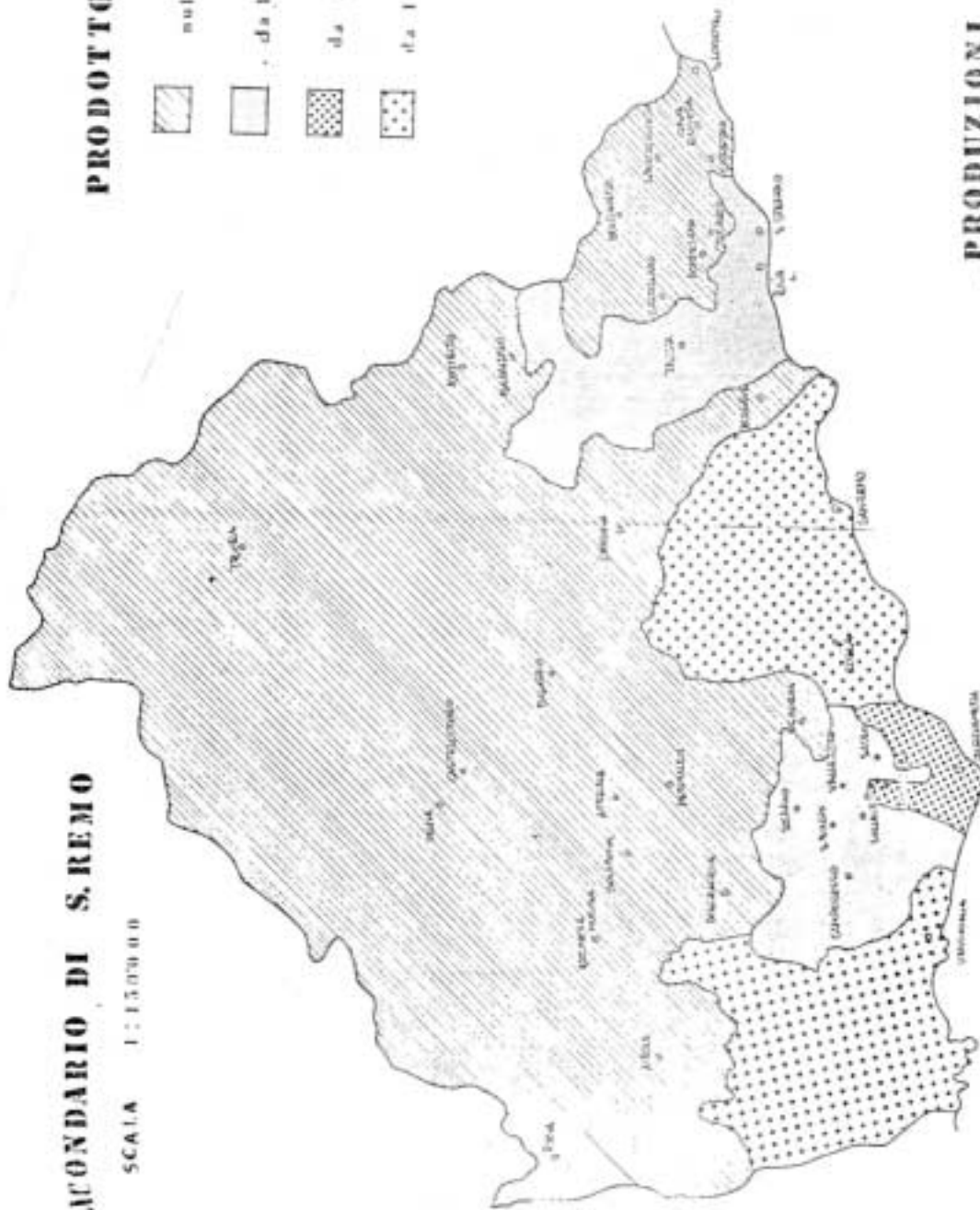
SANREMO nel 1971
Tav. 7

DAL RILIEVO MAFOTOGRAFIMETRICO

CUCONDARIO DI S. REMO

SCALA 1 : 150.000

PRODOTTO AGRUMI



PRODUZIONI AGRARIE (1911)

Persepolis de San Pedro
en 1861 (MIM 1071)
Foto 1080



3. Persepolis de San Pedro
en la Punta San Martín
(el fuertemente defensorado)
Foto 1870

Persepolis de San Pedro
en el Piquero
Foto n° 21



Persepolis de San Pedro
en la vía Padre Benigno
Lugar Central 1970

